

DÉMOGRAPHIE, PROSPÉRITÉ ET GOUVERNANCE

SOPHIA 2014

DÉMOGRAPHIE, PROSPÉRITÉ ET GOUVERNANCE

FICHE TECHNIQUE DE L'ÉTUDE «DÉMOGRAPHIE, PROSPÉRITÉ ET GOUVERNANCE»

L'étude Sophia 2014 organisée et menée par M.I.S Trend, institut de recherches économiques et sociales (Lausanne et Berne), s'adresse chaque année à deux cibles distinctes. D'une part le grand public à raison de 525 Romands, 520 Alémaniques et 208 Tessinois représentatifs de la population âgée de 18 ans et plus. Cette disproportionnalité permet de minimiser la marge d'erreur sur chaque région ($\pm 4,5\%$ pour la Romandie et la Suisse alémanique et $\pm 7,0\%$ pour le Tessin). Une pondéra-

tion mathématique permet de retrouver ensuite le poids démographique réel des trois régions dans les résultats totaux (marge d'erreur $\pm 2,8\%$). Ces 1253 personnes ont été interrogées au moyen d'un questionnaire auto-administré en ligne du 18 au 28 mars. Sophia consulte en outre environ 350 leaders d'opinion qui développent leur activité en Suisse. Ils sont détectés en raison de leur réflexion sur le présent et l'avenir de la Suisse, des messages qu'ils diffusent et de la place qu'ils

prennent dans la vie publique suisse. Par souci de représentativité, ils appartiennent au monde de l'économie, de l'administration, de la science et de l'éducation, de la culture et de la politique. Ils sont Latins ou Alémaniques, un tiers a un rayon d'action international et exerce un mandat politique au niveau communal, cantonal ou fédéral. Ils ont été consultés durant le mois de mars à l'aide d'un questionnaire auto-administré postal. La marge d'erreur maximale sur cet échantillon est de $\pm 5,3\%$.

Sommaire

Sophia 2014

Introduction	5
Chapitre 1	
Les enjeux démographiques	6
Chapitre 2	
Prospérité et croissance	14
Chapitre 3	
Quelle gouvernance mondiale?	20
Chapitre 4	
Perception de la Suisse et de ses institutions	26

**CHANTAL TAUXE**RÉDACTRICE EN CHEF ADJOINTE
DE «L'HEBDO»

Sophia 2014

Bons anniversaires!

Le Forum des 100, organisé par *L'Hebdo* depuis 2005, fête sa dixième édition. Plutôt que de regarder en arrière, il a choisi pour thème «les dix prochaines années». Quel meilleur soutien à cette démarche de prospective qu'une enquête Sophia sur la démographie, la prospérité et la gouvernance? Joli hasard de l'histoire, et d'une fructueuse collaboration, Sophia fête cette année ses 20 ans. C'est en effet en 1994 que l'institut M.I.S Trend, sous la direction de Marie-Hélène Miauton, a conduit sa première étude comparée de l'opinion de la population suisse et de celle des leaders. Depuis, ce sont une quinzaine de rapports, traitant par exemple de la jeunesse, de la cohésion nationale, de la mondialisation, de la formation, des emplois de demain, des relations Suisse-UE qui sont venus documenter sur la longue durée l'état d'esprit des Suisses, leurs aspirations, leurs craintes.

En ce printemps 2014, suite à la votation du 9 février «Contre l'immigration de masse», les sondages et les instantanés qu'ils délivrent sont sous le feu de la critique. Il y a un peu de mauvaise foi dans ces contestations, n'est-ce pas les messagers qui sont attaqués parce que le message déplaît?

Dans ce contexte, Sophia prouve son originalité et son utilité: en comparant dans la durée l'opinion des leaders et de la population, les enquêtes dégagent des tendances lourdes, plus fiables.

Ainsi Sophia avait détecté de longue date une érosion du soutien à la libre circulation des personnes, et une population coupée en deux sur l'opportunité du maintien de ce principe cardinal dans nos relations avec l'UE.

Sophia 2014 révèle une Suisse sûre d'elle, qui ne craint pas vraiment des conséquences négatives du récent vote controversé. «Même pas peur», comme disent les jeunes insolents.

EN COMPARANT DANS LA DURÉE L'OPINION DES LEADERS ET DE LA POPULATION, SOPHIA DÉGAGE DES TENDANCES LOURDES, PLUS FIAIBLES.

La rédaction de *L'Hebdo* et toute l'équipe qui œuvre à la réalisation du Forum des 100 remercient Marie-Hélène Miauton, et les membres de la direction de M.I.S Trend qui lui ont succédé, pour le soutien qu'ils apportent à leur volonté d'alimenter le débat public de réflexions solides et pertinentes.

DÉMOGRAPHIE, PROSPÉRITÉ ET GOUVERNANCE: LA SUISSE AU CŒUR DES GRANDES INTERROGATIONS EUROPÉENNES!

En 2011, l'analyse des résultats de Sophia, grand sondage d'opinion réalisé par M.I.S Trend et diffusé par *L'Hebdo*, montrait que le vieillissement démographique inquiétait moins les Suisses que les enjeux écologiques. Aujourd'hui, Sophia 2014 permet d'explicitier que l'augmentation de la population est considérée sous l'angle de son impact écologique et qu'elle semble donc inopportune. De même, le taux des naissances insuffisant pour le remplacement des générations ne fait plus peur aux Suisses. Alors qu'un certain malthusianisme s'empare des esprits, les conséquences du vieillissement de la population commencent à être mieux intégrées. Les opinions de la population évoluent, bon gré mal gré, vers une élévation de l'âge de la retraite sans toutefois qu'une majorité y adhère, au contraire des leaders qui sont convaincus qu'une telle mesure s'impose. Mais une certaine contradiction découle du fait que la gauche se montre particulièrement peu soucieuse d'une décroissance et d'un vieillissement de la population tout en restant particulièrement opposée à l'élévation de l'âge de la retraite, au contraire de la droite dont les réactions sont inverses. Malgré les conséquences négatives qu'ils anticipent suite au vote du 9 février, les leaders sont confiants en l'avenir de l'économie suisse, tout comme la population d'ailleurs. Ils considèrent que de nombreux atouts viendront alimenter la croissance, tels les conditions-cadres, la formation et la recherche, la paix du travail et le dynamisme des patrons. Même la place financière, pourtant chahutée ces derniers temps, leur apparaît comme un atout important. Ils sont cependant dans l'expectative concernant la crise financière que traverse le monde: les temps restent incertains.

L'opportunité de mettre en place une structure politique supranationale pour faire contrepoids au pouvoir de l'économie est une idée qui passe de mode. Sans doute le manque d'efficacité attribué aux institutions internationales actuelles vient-il conforter l'idée que les Etats sont une meilleure réponse pour réguler l'économie que de grandes structures souvent paralysées par les intérêts contradictoires de leurs membres. Sachant que les leaders comme la population encensent sans aucun bémol le système politique suisse et sa réussite dans tous les domaines, la perspective de déléguer un tant soit peu de pouvoir à une instance extérieure leur semble inutile, voire néfaste. Quant au modèle de l'UE, à part chez les leaders de gauche, il est en perte de vitesse générale. L'étude offre donc le tableau réjouissant d'un pays qui a confiance dans ses institutions et dans ses structures, qui regarde l'avenir avec confiance et qui, en raison de cela, ne recherche aucune aventure, ni à l'intérieur avec des réformes trop profondes, ni à l'extérieur avec une adhésion à l'UE qui n'offre plus d'attraits.

Merci enfin à toutes les personnes qui, chez les leaders et dans la population, ont bien voulu nous répondre et, comme le veut la tradition, à l'an prochain.

Marie-Hélène Miauton, Mathias Humery & Annick Michot

Chercheurs chez M.I.S Trend, institut de recherches économiques et sociales

1. LES ENJEUX DÉMOGRAPHIQUES

Concernant les enjeux démographiques, les opinions des leaders et de la population traduisent un certain désir, pour ne pas dire un désir certain, de limiter la croissance.

Le grand public s'inquiète beaucoup d'une planète à 10 milliards d'habitants (59%) mais aussi du scénario d'une Suisse à 9 millions en 2050 (42%). Les leaders ne sont pas en reste puisque 43% craignent une planète surpeuplée mais, étrangement, ils sont nettement moins nombreux à le redouter pour la Suisse (22%). A l'inverse, si 15% seulement sont heureux à l'idée d'une planète à 10 milliards d'habitants, c'est le double qui se satisferait d'une Suisse en forte croissance démographique. Cette contradiction s'explique sans doute par la proximité de la votation du 9 février qui a certainement influencé les réponses. En effet, limiter la population équivaut en Suisse à restreindre l'immigration, ce que la majorité des partis politiques et de l'économie combattaient, à part l'UDC. Cela explique aussi pourquoi les différences entre leaders de droite ou de gauche et entre Alémaniques et Romands sont inexistantes ou faibles lorsqu'il s'agit de la planète alors qu'elles sont très marquées concernant la Suisse, comme le furent les résultats du vote. Sans doute le spectre de l'initiative Ecopop

«Halte à la surpopulation - Oui à la préservation durable des ressources naturelles» plane-t-il également sur ces résultats, elle qui veut limiter la croissance démographique à 0,2%!

Quoi qu'il en soit, une nette évolution se fait jour depuis quelques années concernant les questions démographiques, puisque le taux de fécondité, qui ne permet pas le renouvellement des générations en Suisse, inquiète nettement moins qu'en 2011. Si la droite de l'échiquier politique, chez les leaders comme dans la population, se montre partagée entre inquiétude et indifférence, une large majorité de la gauche assume sa sérénité face au phénomène, traduisant une satisfaction écologique à voir diminuer l'impact que produit chaque être humain sur la planète.

Pour justifier cette tendance au malthusianisme, la moitié des leaders et 62% de la population affirment que la Suisse s'est assez mal préparée à l'augmentation de sa démographie. Ces chiffres expliquent assez bien pourquoi une majorité du peuple a dit oui à l'initiative «Contre l'immigration de masse» alors que l'immense majorité des leaders politiques et économiques la rejetait. D'ailleurs, cette impression d'une Suisse imprévoyante et dépassée par sa croissance est en légère hausse depuis 2011 dans la population mais en baisse chez les leaders. La question portant sur la mise à niveau des infrastructures, des transports ou des logements, les Romands se montrent particulièrement sévères, suivis des Alémaniques puis des Tessinois. Ces chiffres vont à l'inverse du vote du 9 février qui a vu les Romands rejeter nettement

**«CE QUI EFFRAIE DANS
L'ACCROISSEMENT
MONDIAL DE LA
POPULATION,
CE SONT LES RISQUES
DE CONFLITS!»**

PAROLE DE LEADER

**«LA POPULATION
MONDIALE DEVRAIT
SE STABILISER
À L'HORIZON 2050,
SELON LA BANQUE
MONDIALE. CELA VA
PROFONDÉMENT
REMETTRE EN CAUSE
LE DOGME DE
LA CROISSANCE
ET LES DYNAMIQUES
DE L'ÉCONOMIE
CAPITALISTE.
UNE CHANCE
DE DÉVELOPPEMENT
DURABLE!»**

PAROLE DE LEADER

l'initiative, les Alémaniques l'accepter et les Tessinois la plébisciter! Cette apparente contradiction confirme que le vote ne s'explique pas, contrairement à ce que beaucoup ont cru, par les déficiences en infrastructures mais par d'autres critères que cette étude n'avait pas pour but d'aborder. Relevons toutefois que les éditions précédentes de Sophia avaient bien anticipé les résultats du vote de février puisque, en 2010 comme en 2011, elles montraient que les Tessinois étaient favorables à un contingentement des travailleurs de l'UE et que la majorité de la population estimait qu'il fallait limiter l'afflux de travailleurs étrangers afin de contrer l'accroissement de la population.

Le vieillissement de la population que connaît la Suisse inquiète les personnes interrogées, leaders comme grand public, sous l'angle du filet social beaucoup plus que sous l'angle du conflit des générations, de la baisse de la productivité ou du manque de créativité. Toutefois, près d'une moitié des échantillons consultés s'en inquiètent, sachant sans doute que la structure démographique des sociétés conditionne leur faculté de se projeter dans l'avenir. Les conséquences du vieillissement semblent plus inquiétantes aujourd'hui que ce n'était le cas en 2011, particulièrement chez les leaders qui rejoignent ainsi le niveau de préoccupation manifesté par la population trois ans auparavant déjà. Ce n'est d'ailleurs pas le seul cas où les dirigeants rattrapent le grand public au lieu du contraire!

La modification de la pyramide des âges a des conséquences non négligeables sur bien des aspects de nos sociétés et les

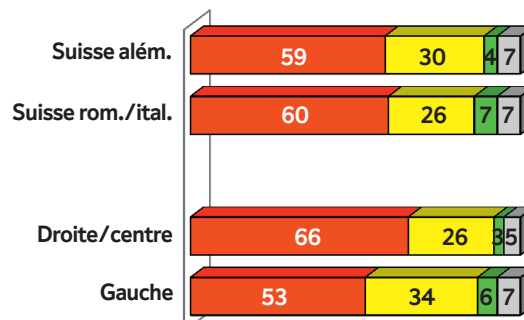
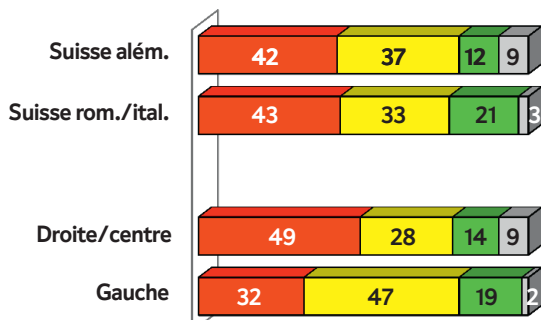
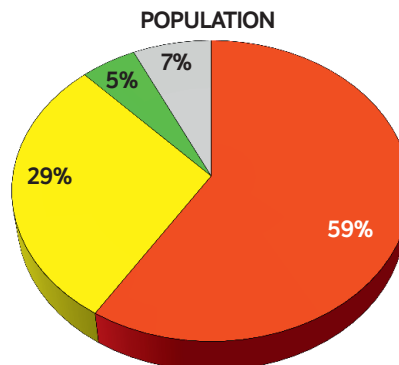
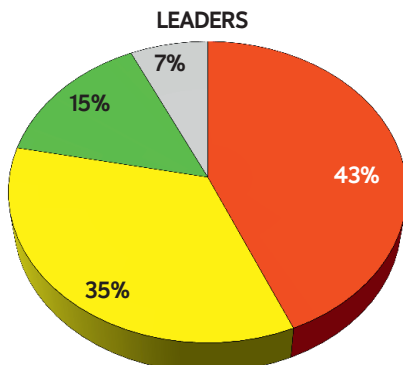
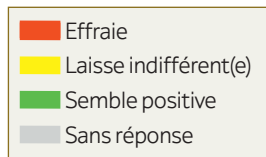
ratios de dépendance laissent craindre que les jeunes générations peinent à fournir aux aînés des prestations similaires à celles dont ils bénéficient actuellement. Pourtant, contre toute logique, la population reste réfractaire à l'idée d'un accroissement des cotisations sociales versées par les aînés ou d'une élévation de l'âge de la retraite, de même que les leaders de gauche, contrairement à ceux de droite et du centre qui l'approuvent largement. Les opinions évoluent cependant puisque l'acceptation d'une retraite à 68 ans augmente entre 2011 et 2014 chez les leaders, très majoritairement favorables, mais plus particulièrement encore dans le grand public, bien qu'il y soit encore majoritairement opposé.

Confrontés aux conséquences possibles d'une augmentation de la population mondiale, leaders et grand public réagissent de façon très similaire: ils craignent que l'Europe perde peu à peu de son influence, que l'exode vers les grandes villes s'accroisse et que les OGM s'imposent pour permettre de nourrir toutes les bouches. A l'inverse, ils se réjouissent qu'en résultent de nouveaux comportements écologiques et, finalement, que la population mondiale finisse par se stabiliser. Ils ne semblent pas déplorer un métissage des peuples puisqu'une minorité de 24% des leaders et de 37% de la population rechigne à cette idée. Chez les uns comme les autres, le clivage droite/gauche est important sur cette question: 63% du grand public de droite trouve cette évolution négative contre 13% à gauche, respectivement 42% des leaders de droite contre 3% de gauche.

AU SECOURS, 10 MILLIARDS D'HABITANTS SUR LA PLANÈTE...

L'évolution démographique fait que la planète comptera environ 10 milliards d'habitants d'ici à la fin du siècle, contre 7 actuellement: est-ce que cette perspective vous effraie, vous laisse indifférent(e) ou vous semble positive?

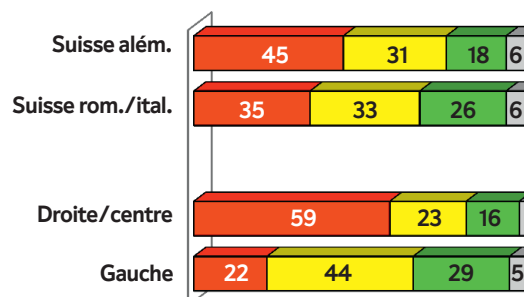
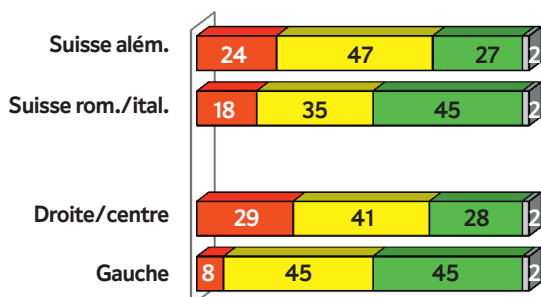
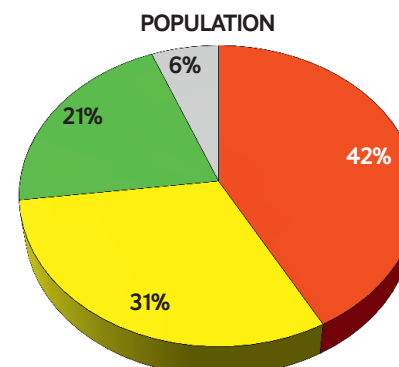
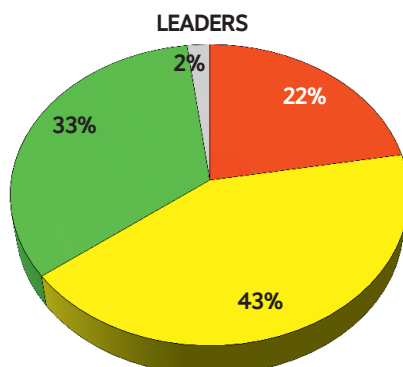
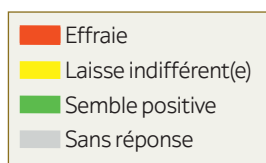
AU NIVEAU MONDIAL



... ET 9 MILLIONS EN SUISSE, BONJOUR LES DÉGÂTS

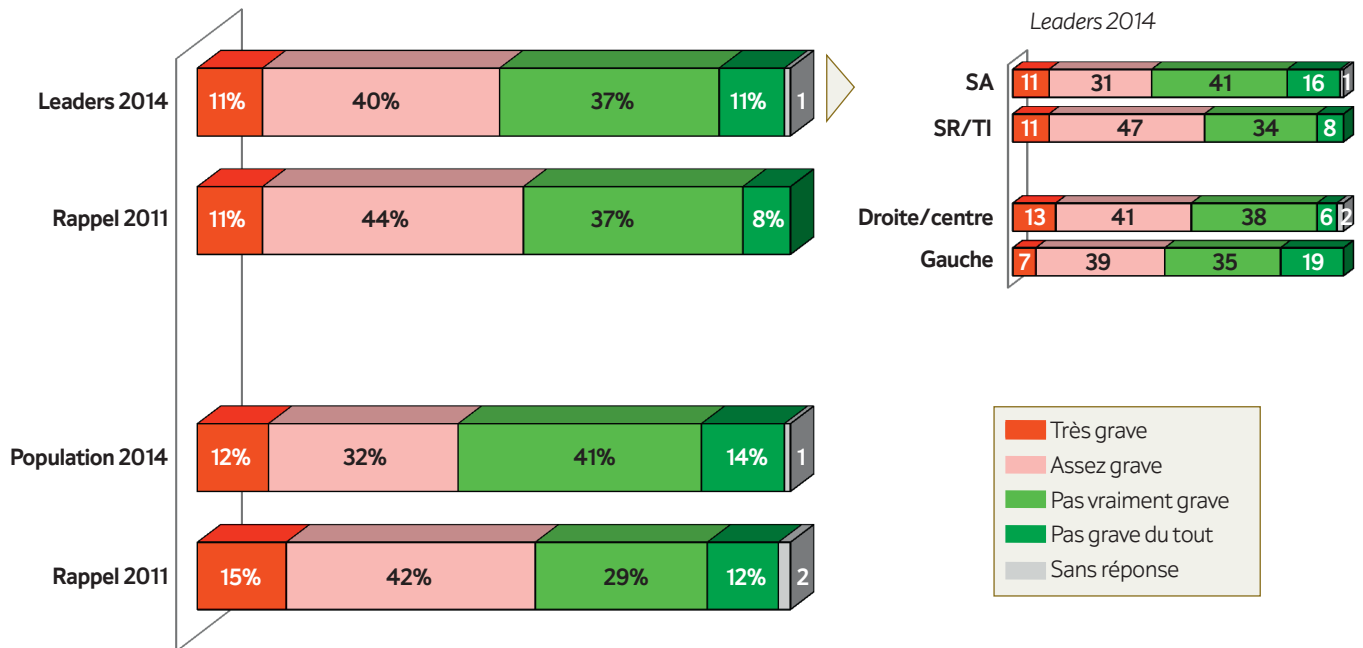
Malgré un faible taux de fécondité, l'Office fédéral de la statistique prévoit que la Suisse atteindra 9 millions d'habitants en 2050, contre 8 aujourd'hui, en raison des flux migratoires positifs. Si, malgré le vote du 9 février et l'instauration de contingents, cette perspective se réalise, est-ce que cette dernière vous effraie, vous laisse indifférent(e) ou vous semble positive?

AU NIVEAU SUISSE



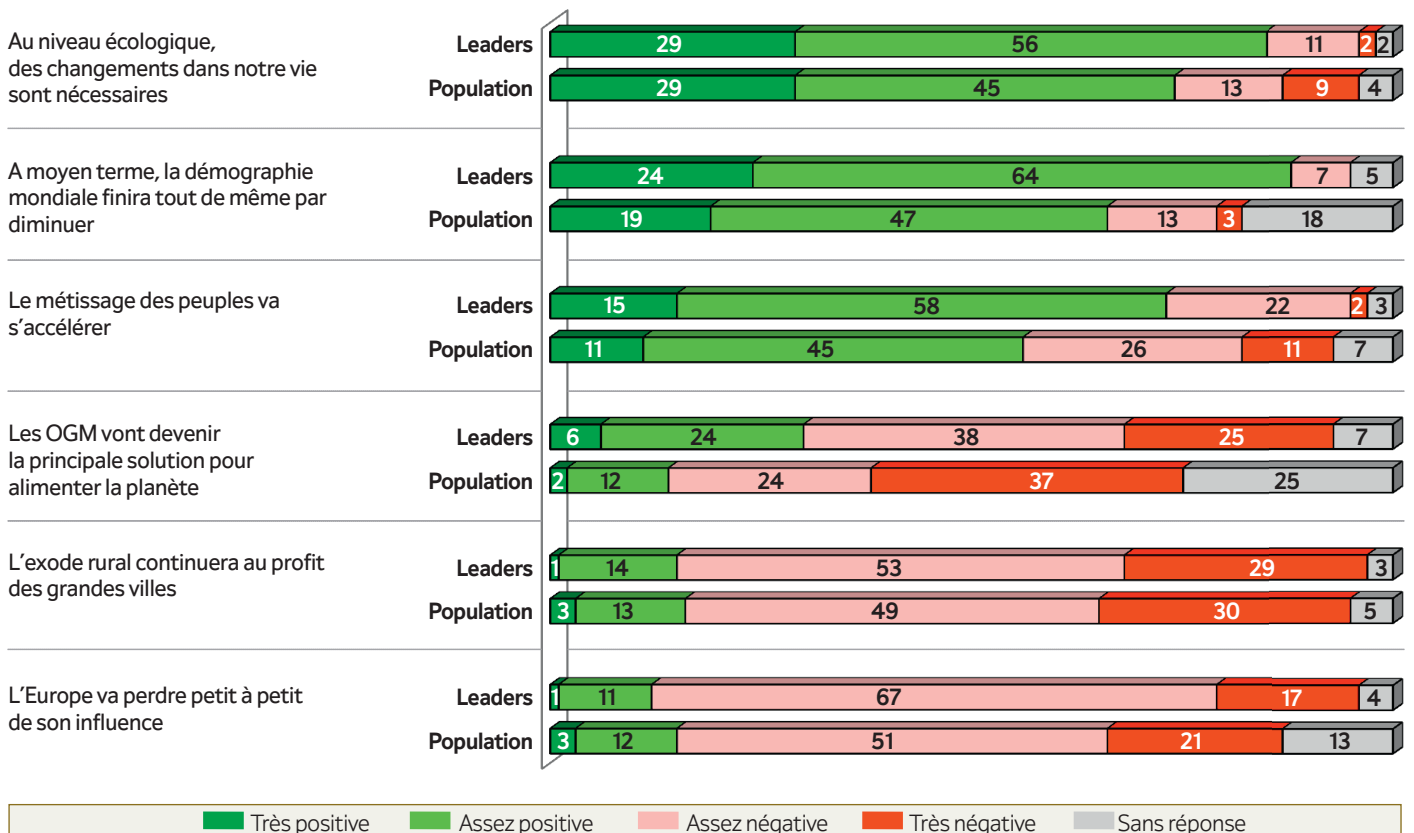
LES THÈSES D'ECOPOP SONT VALIDÉES

En Suisse, avec un taux de fécondité de 1.5 enfant par femme au lieu des 2.1 nécessaires, le renouvellement des générations n'est pas assuré. Pour la Suisse, est-ce à votre avis un problème grave ou pas?



Parmi les perspectives possibles de cette évolution démographique mondiale, veuillez indiquer pour chacune si elle est à votre avis positive ou négative. (En %)

1.



Parmi les perspectives possibles de cette évolution démographique mondiale, veuillez indiquer pour chacune si elle est à votre avis positive ou négative.

Au niveau écologique, des changements dans notre vie sont nécessaires

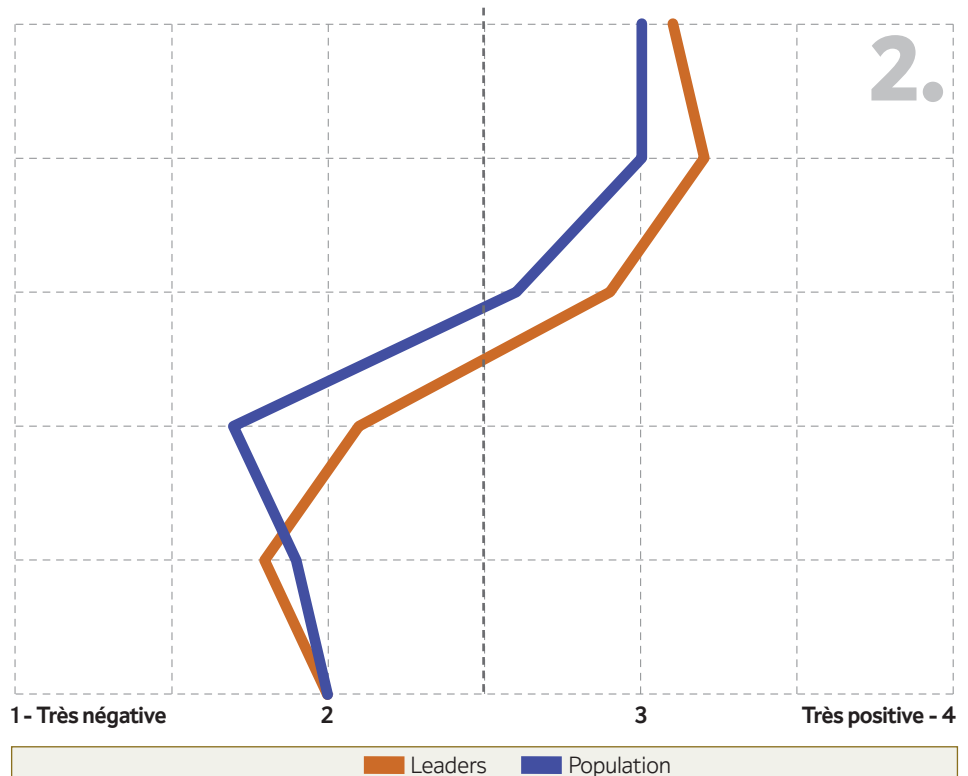
A moyen terme, la démographie mondiale finira tout de même par diminuer

Le métissage des peuples va s'accroître

Les OGM vont devenir la principale solution pour alimenter la planète

L'exode rural continuera au profit des grandes villes

L'Europe va perdre petit à petit de son influence



Au niveau écologique, des changements dans notre vie sont nécessaires

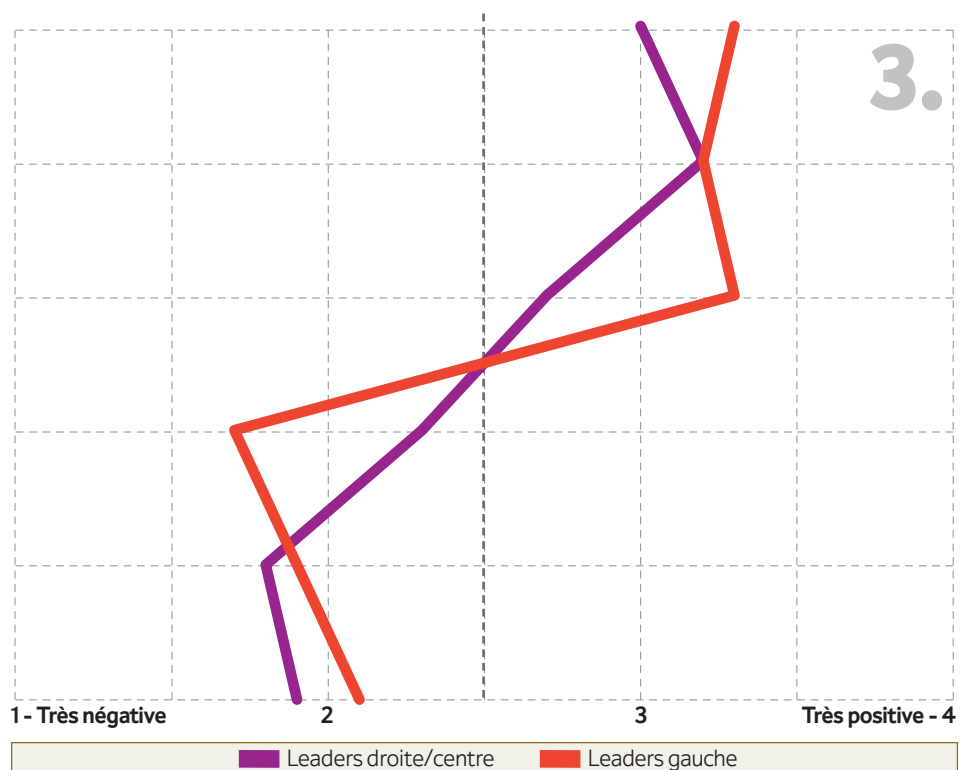
A moyen terme, la démographie mondiale finira tout de même par diminuer

Le métissage des peuples va s'accroître

Les OGM vont devenir la principale solution pour alimenter la planète

L'exode rural continuera au profit des grandes villes

L'Europe va perdre petit à petit de son influence



Parmi les perspectives possibles de cette évolution démographique mondiale, veuillez indiquer pour chacune si elle est à votre avis positive ou négative.

Au niveau écologique, des changements dans notre vie sont nécessaires

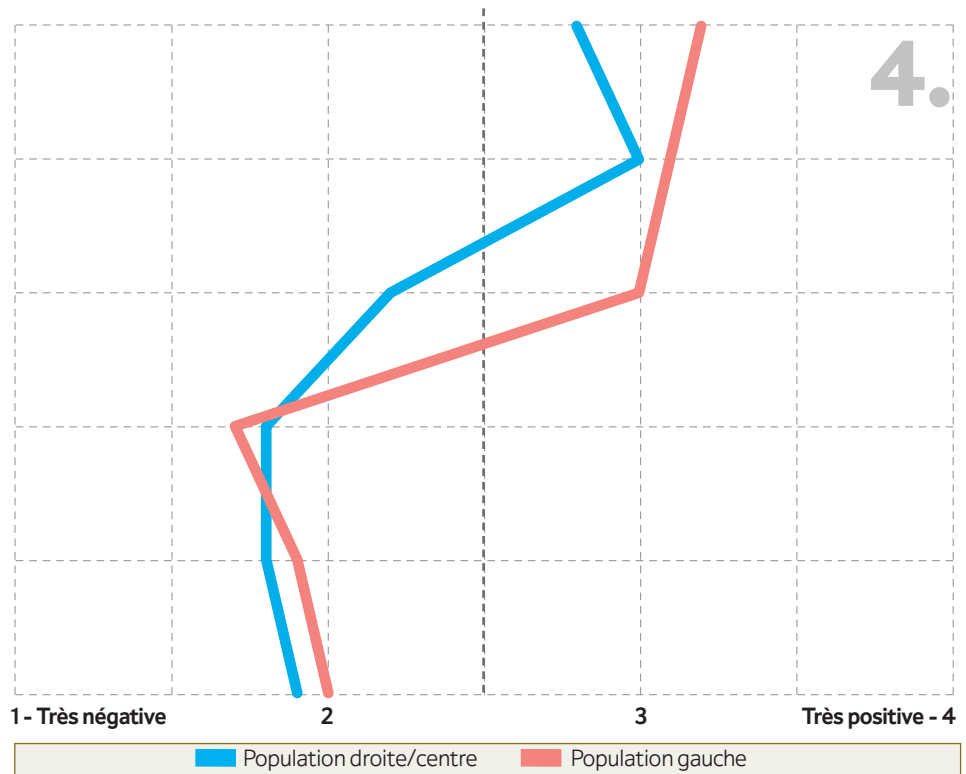
A moyen terme, la démographie mondiale finira tout de même par diminuer

Le métissage des peuples va s'accélérer

Les OGM vont devenir la principale solution pour alimenter la planète

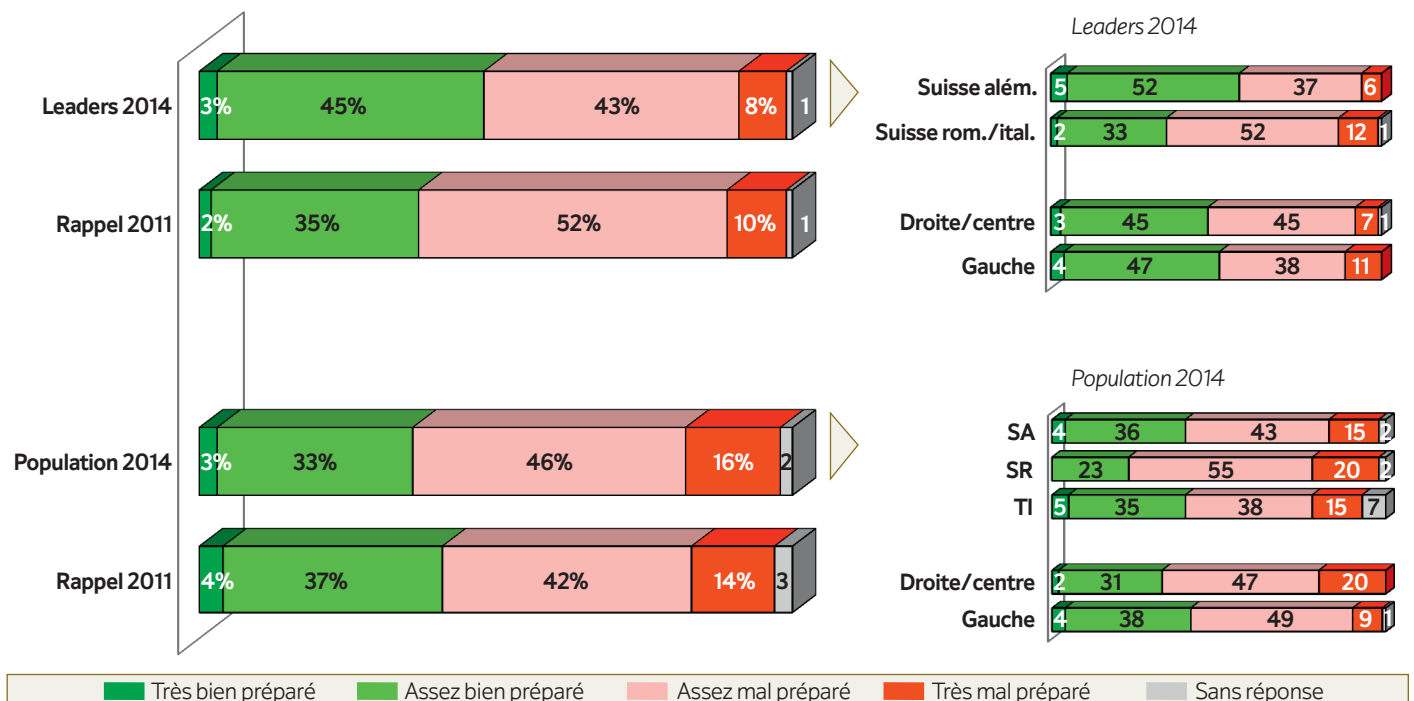
L'exode rural continuera au profit des grandes villes

L'Europe va perdre petit à petit de son influence



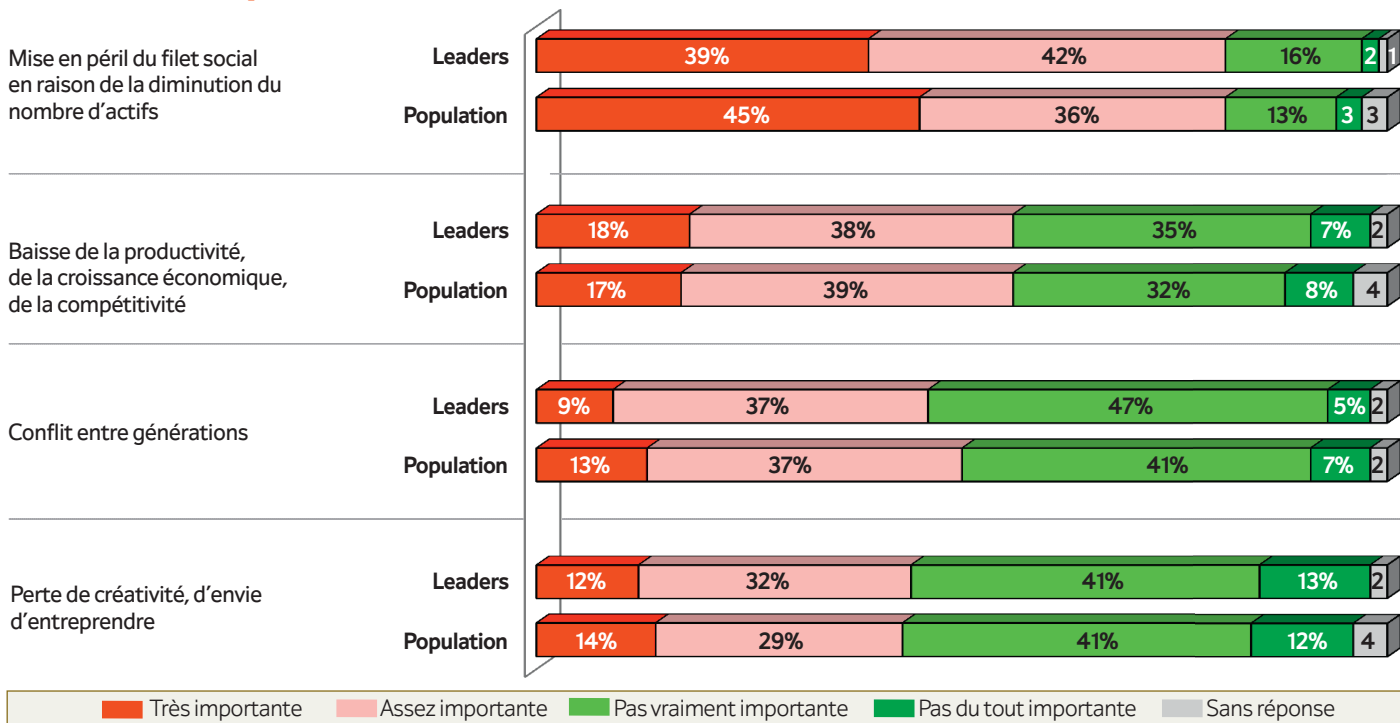
UNE SUISSE MAL PRÉPARÉE À GRANDIR

Notre pays s'est-il bien ou mal préparé à affronter les conséquences de l'augmentation de sa population sur l'aménagement du territoire, les infrastructures de transport, les logements, les emplois, etc.

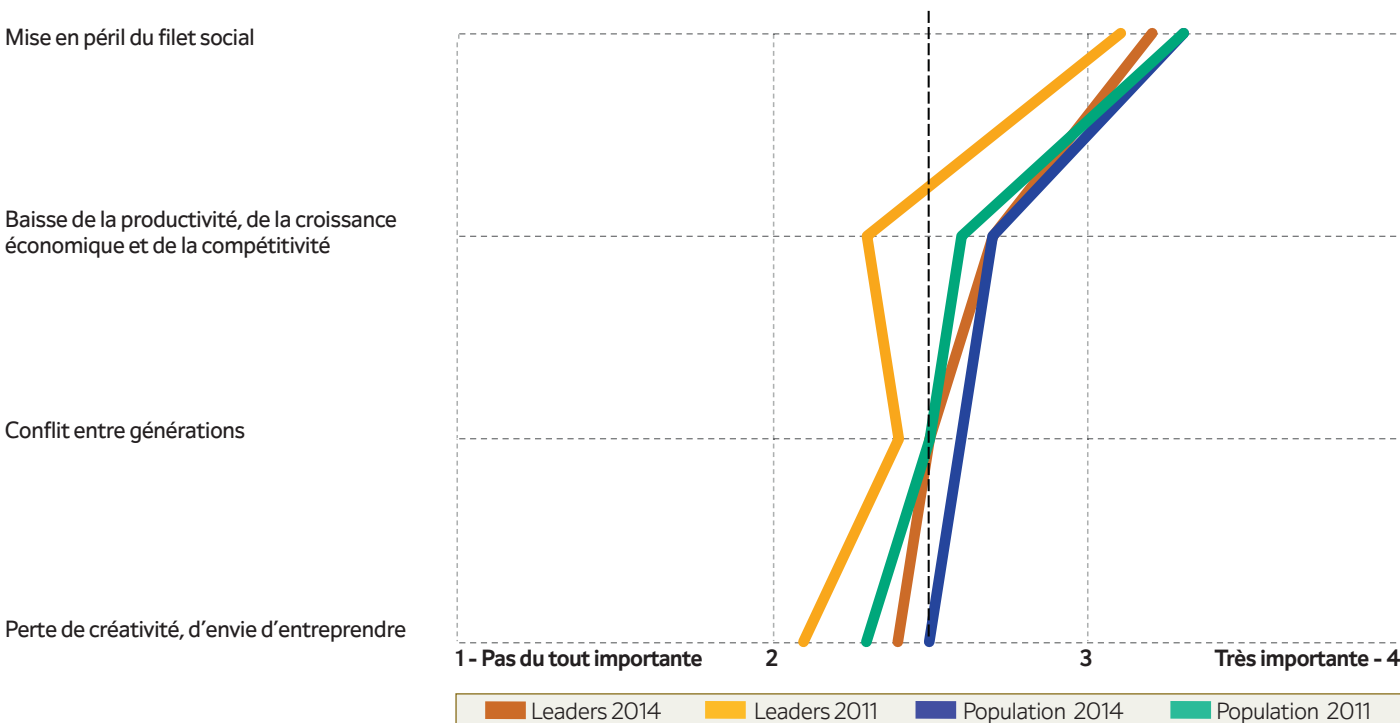


LES CONSÉQUENCES DU VIEILLISSEMENT ALARMENT TOUJOURS PLUS

Pour chacune des conséquences possibles du vieillissement de la population en Suisse, veuillez indiquer si, d'ici vingt à trente ans, elle sera selon vous importante ou non.

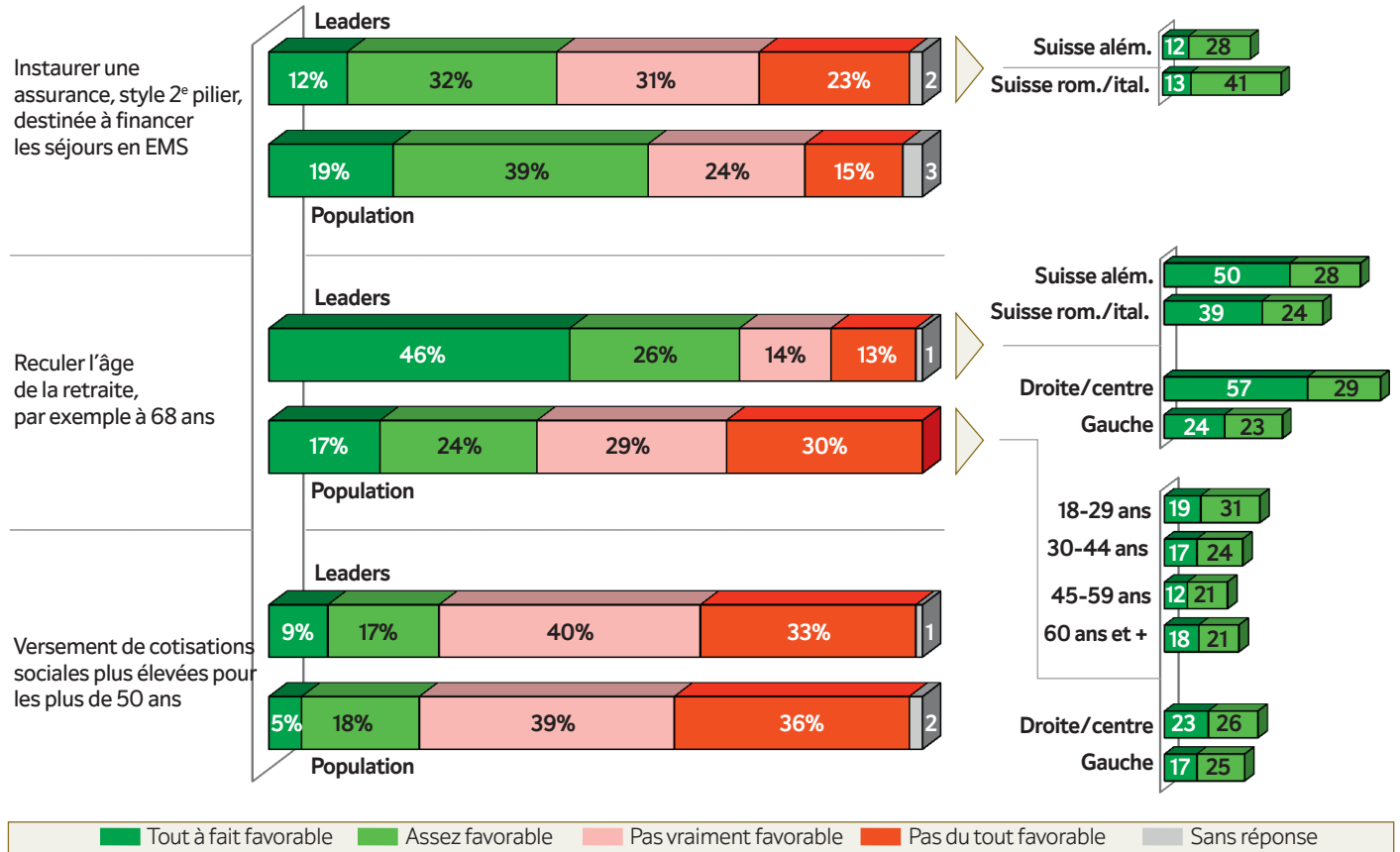


Pour chacune des conséquences possibles du vieillissement de la population en Suisse, veuillez indiquer si, d'ici vingt à trente ans, elle sera selon vous importante ou non.



ÉLEVER L'ÂGE DE LA RETRAITE? ON Y VIENT DOUCEMENT

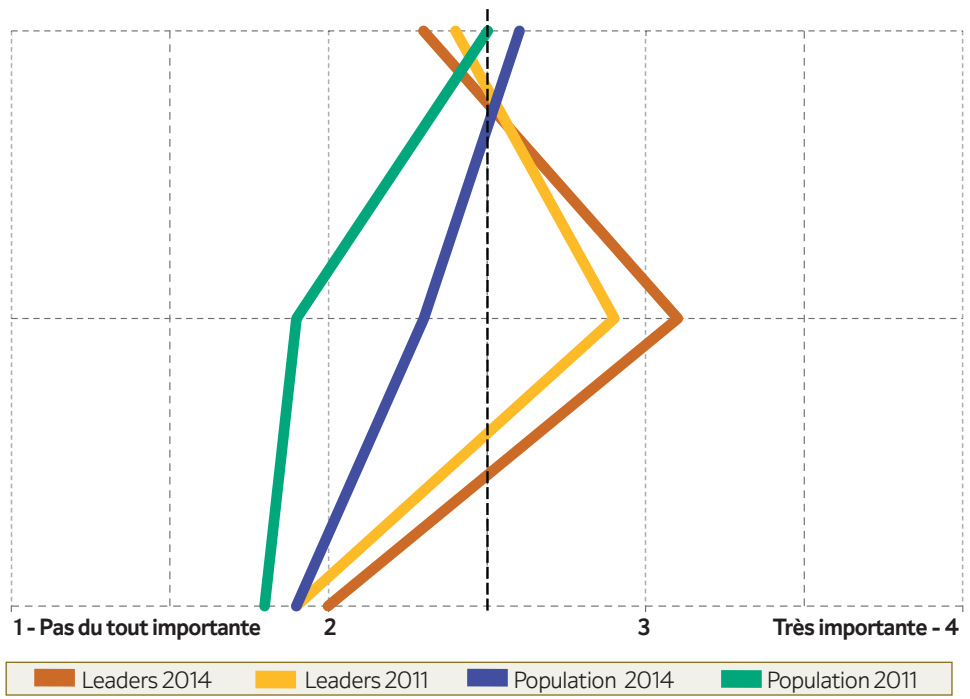
L'évolution démographique exigerait une modification des solidarités puisqu'il n'y aurait plus assez d'actifs par rapport aux non-actifs. Dès lors, êtes-vous favorable aux propositions suivantes?



Instaurer une assurance, style 2^e pilier, destinée à financer les séjours en EMS

Reculer l'âge de la retraite, par exemple à 68 ans

Versement de cotisations sociales plus élevées pour les plus de 50 ans



2. PROSPÉRITÉ ET CROISSANCE

L'avenir de l'économie suisse ne cause guère de souci car elle dispose de très nombreux atouts et, quoi qu'on en dise, le vote du 9 février n'y change pas grand-chose!

« **L**a Suisse connaît actuellement une prospérité remarquable. Pensez-vous que le résultat du vote du 9 février va avoir un effet sur son économie? » Cette question oppose les leaders et la population comme le vote lui-même les a opposés: 65% des leaders estiment que l'acceptation de l'initiative «Contre l'immigration de masse» aura des effets négatifs sur la prospérité du pays alors que 40% seulement de la population l'affirme. Le clivage droite/gauche, bien présent chez les leaders, explose dans le grand public puisque 26% des gens relevant de la droite anticipent un effet négatif contre 63% chez ceux de la gauche! En outre, 34% des leaders pensent que l'initiative aura un effet neutre, voire positif sur la

prospérité suisse alors que 54% de la population montre ce même état d'esprit. Mais, comme l'indiquaient déjà les résultats du vote, les Romands sont plus soucieux à ce sujet que les Alémaniques et les Tessinois.

Pourtant, et contre toute attente au vu de l'inquiétude manifestée dans ces réponses, les leaders ne sont guère soucieux de l'évolution de la santé économique de la Suisse dans les dix prochaines années: 23% seulement pensent qu'elle sera fragilisée, rejoignant en cela l'opinion de la population qui manifeste une meilleure logique d'ensemble dans ses réponses. La population du Tessin l'imagine en progression (25%) alors que les Alémaniques craignent le plus une fragilisation (24%), tout comme la gauche de l'échiquier politique (27%).

**« LES EFFETS DE
LA MONDIALISATION,
Y COMPRIS
LA FINANCE ET
LA CRIMINALITÉ,
NE SONT PAS ENCORE
INTÉGRÉS DANS
LA GOUVERNANCE
DES ÉTATS. »**

PAROLE DE LEADER

Au sujet de la crise financière mondiale, les personnes consultées se montrent très réservées. Presque aucune ne se hasarde à la juger terminée alors que la majorité pense que la situation reste encore incertaine. Les plus pessimistes (29% des leaders et 35% de la population) craignent qu'elle perdure encore. Sur cette question, les deux cibles interrogées s'accordent donc, de même que la droite et la gauche de l'échiquier politique alors que les Latins sont plus soucieux que les Alémaniques. Il faut dire que moins de

10%, toutes cibles confondues, pensent que le monde financier a bien compris la leçon du passé. Les autres sont partagés entre l'impression que le changement viendra des directives de l'Etat ou que rien ne changera vraiment (*business as usual*), opinion particulièrement présente dans la population, autant à gauche qu'à droite d'ailleurs.

Treize atouts potentiels étaient proposés aux répondants qui devaient indiquer si leur influence sur la bonne santé de l'économie suisse est importante ou non. Pour les leaders comme pour la population, tous ont une influence positive majeure, qu'il s'agisse de la formation professionnelle (placée en tête), les hautes écoles (en deuxième), la paix du travail et les conditions-cadres faites à l'économie. L'influence de la place financière est mieux notée par la population que par les leaders. Le dynamisme des patrons et la présence des entreprises multinationales sont également bien jugés par les deux cibles. En revanche, les accords bilatéraux semblent un meilleur atout aux leaders qu'à la population, en bonne résonance avec toutes ses réponses antérieures. Mais c'est l'immigration de main-d'œuvre qualifiée qui oppose le plus leaders et population, la seconde se montrant plus réservée à son égard avec 24% qui doute que ce soit un atout contre 7% seulement des leaders. Chez ceux-ci, il n'y a guère de différence entre les tendances politiques alors que, dans la population, 34% de la

«SI L'ON NE TRAITE PLUS AVEC LES PAYS QUI NE RESPECTENT PAS LES DROITS DE L'HOMME, ON NE VA PLUS BEAUCOUP COMMERCER! MAIS IL FAUT METTRE LES DROITS DE L'HOMME DANS LA BALANCE DES ÉCHANGES COMMERCIAUX.»

PAROLE DE LEADER

droite contre 11% de la gauche n'y voient guère d'avantage.

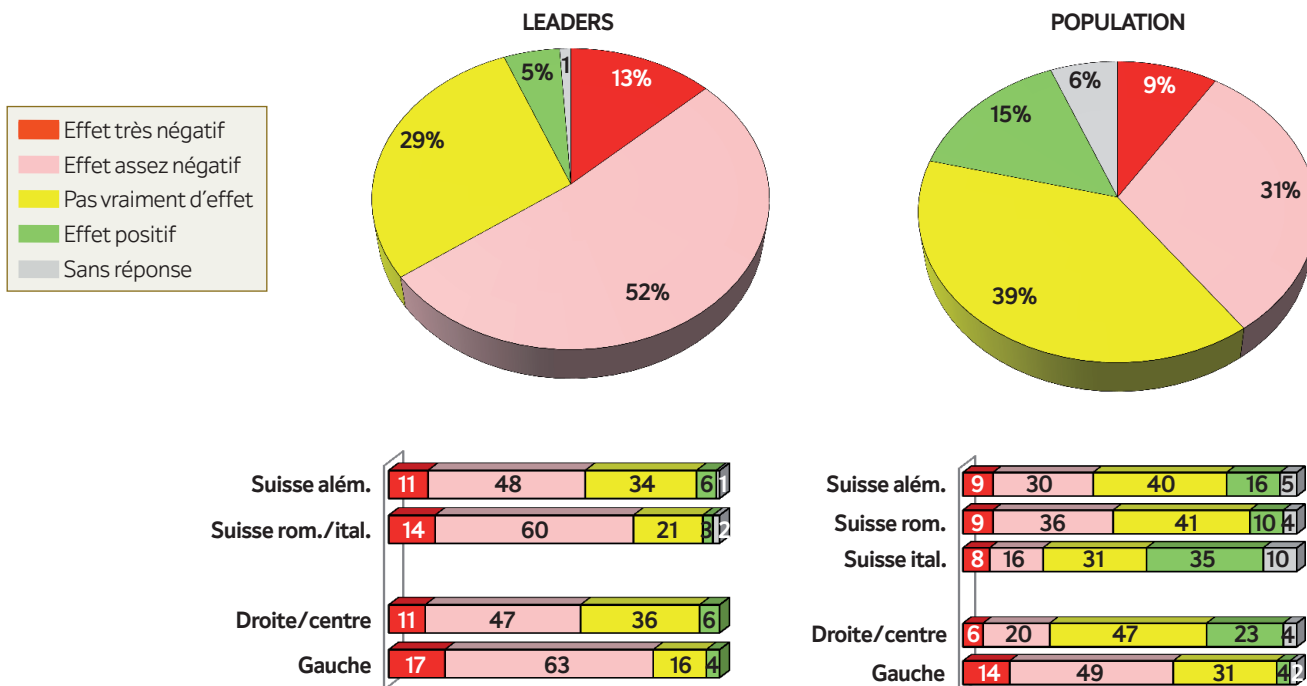
Finalement, la non-appartenance de la Suisse à l'UE est considérée comme un atout par 61% de la population alors que cette opinion n'est rejointe que par 38% des leaders. Il est intéressant de constater que les répondants étrangers de l'échantillon grand public s'expriment de la même façon que les Suisses à

ce sujet. Dans les deux échantillons, la droite/le centre d'une part et la gauche d'autre part se montrent fort éloignés l'un de l'autre, la seconde manifestant ici son plus grand désir d'une adhésion à l'UE.

Concernant le poids important pris par l'économie chinoise dans les échanges mondiaux, les opinions sont partagées. Chez les leaders, un quart s'en effraie alors que 41% regardent les faits avec optimisme, la croissance chinoise profitant selon eux à l'ensemble des échanges commerciaux. Dans le grand public, c'est à peu près l'inverse: 19% se félicite alors que 43% s'interroge. Sous un angle plus politique, si l'accord de libre-échange avec la Chine avait été soumis à référendum, 38% de la population contre 20% seulement des leaders s'y seraient opposés en raison des droits de l'homme que la Chine ne respecte pas. Dans les deux échantillons, plus de 40% de la gauche se prononce contre alors que les leaders de droite montrent moins d'états d'âme que la population du même bord.

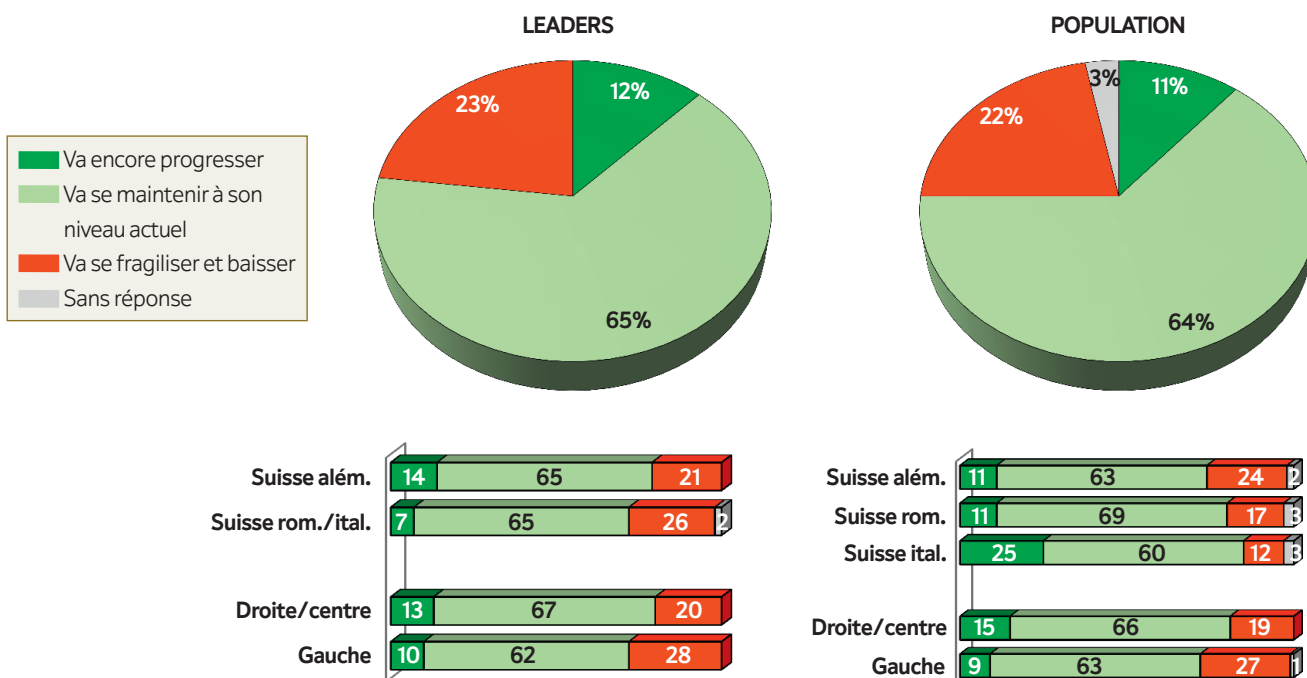
CROISSANCE: LES LEADERS SONT PLUS PESSIMISTES QUE LA POPULATION...

La Suisse connaît actuellement une prospérité remarquable. Pensez-vous que le résultat du vote du 9 février va avoir un effet sur son économie?



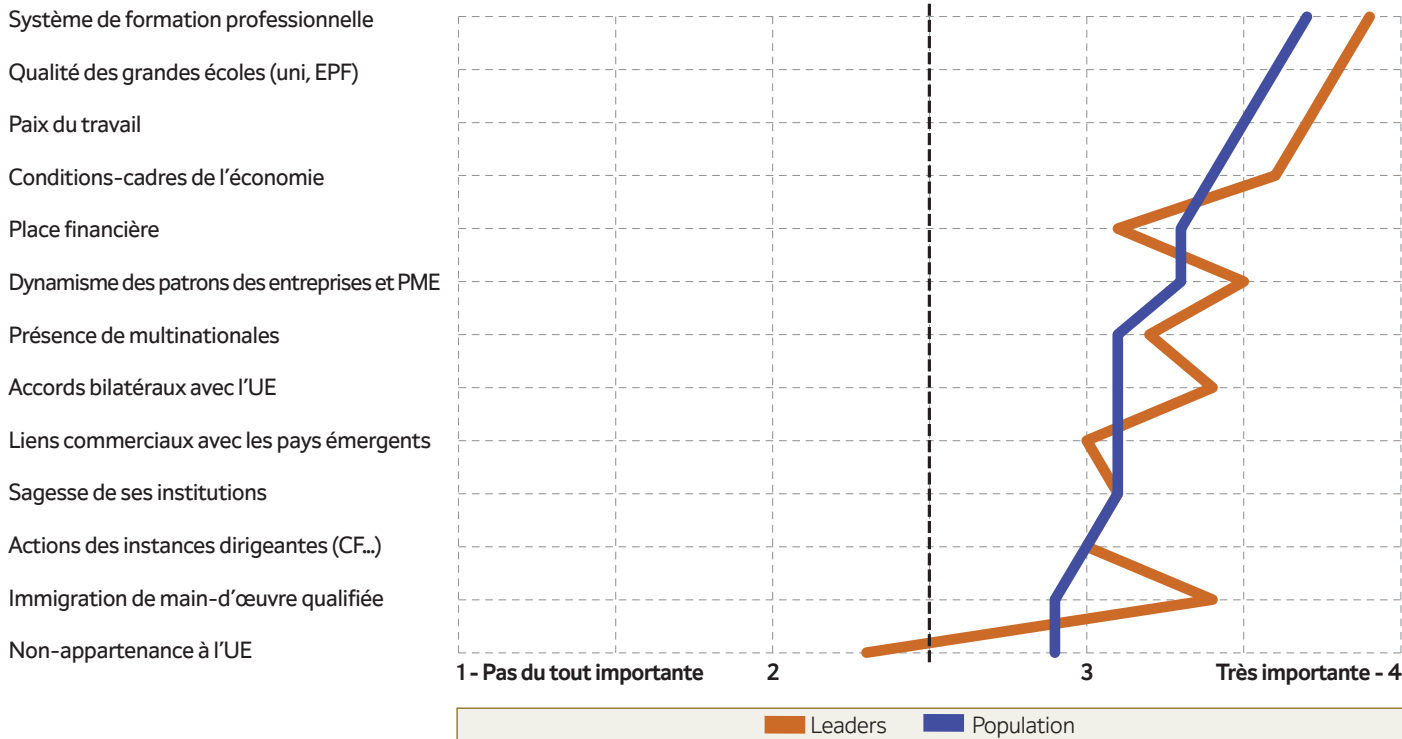
... MAIS ILS SE CONTREDISENT. UN EFFET DU 9 FÉVRIER

Comment pensez-vous que la bonne santé de la Suisse va évoluer au cours des dix prochaines années?



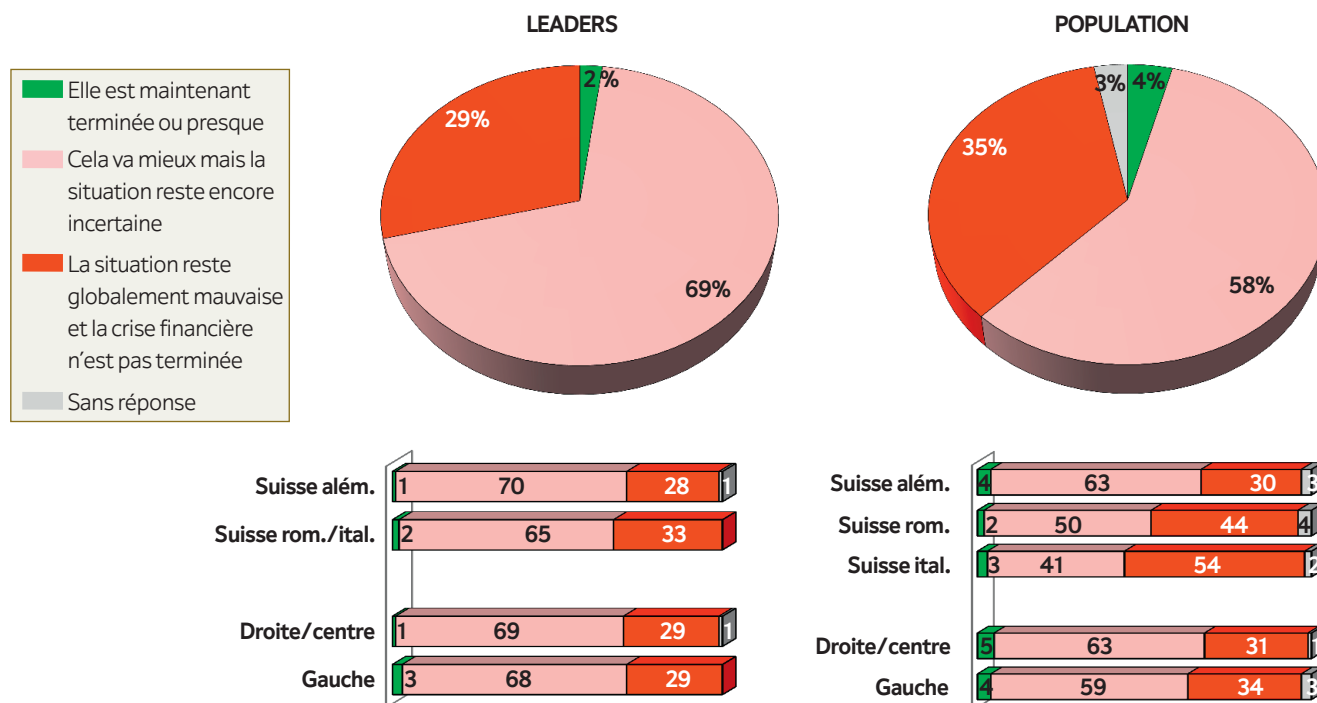
UNE SUISSE QUI SE VOIT CHAMPIONNE PLEINE D'ATOUTS

Parmi les éléments suivants permettant d'expliquer la bonne situation de la Suisse, veuillez indiquer pour chacun s'il joue un rôle important ou pas dans la prospérité de la Suisse.



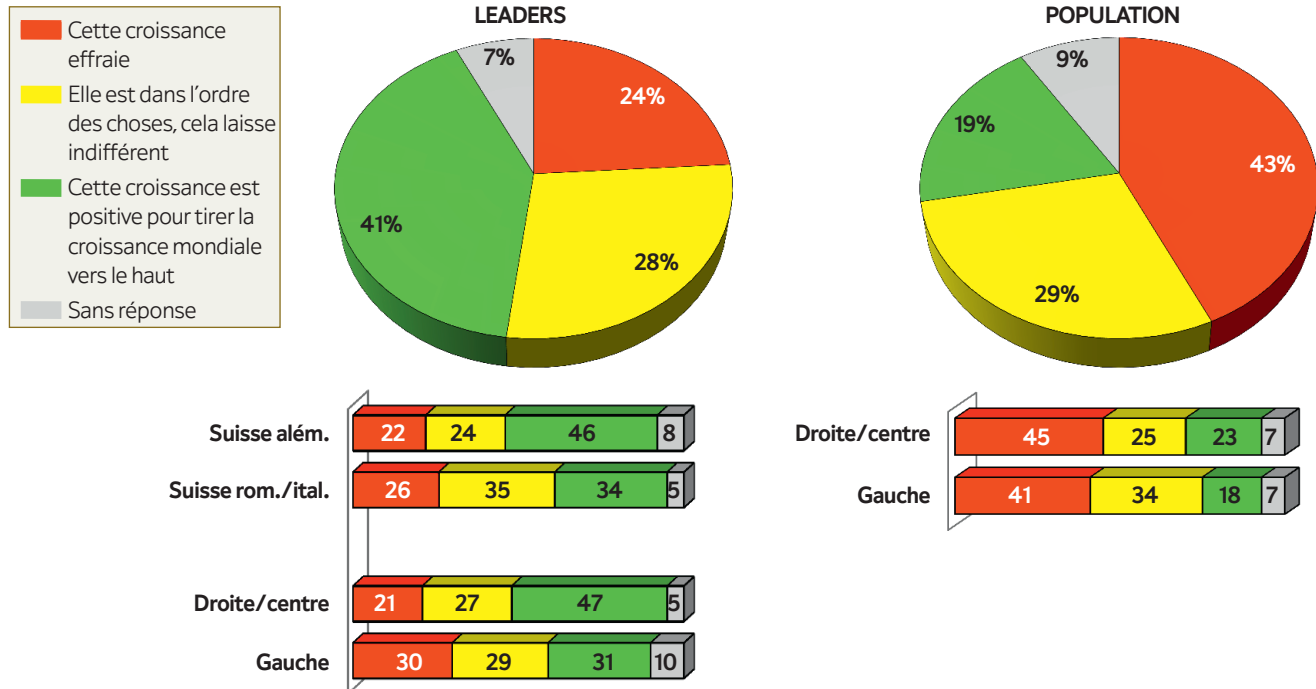
LA FIN DE LA CRISE? CE N'EST PAS POUR MAINTENANT!

Que pensez-vous de la crise financière mondiale?

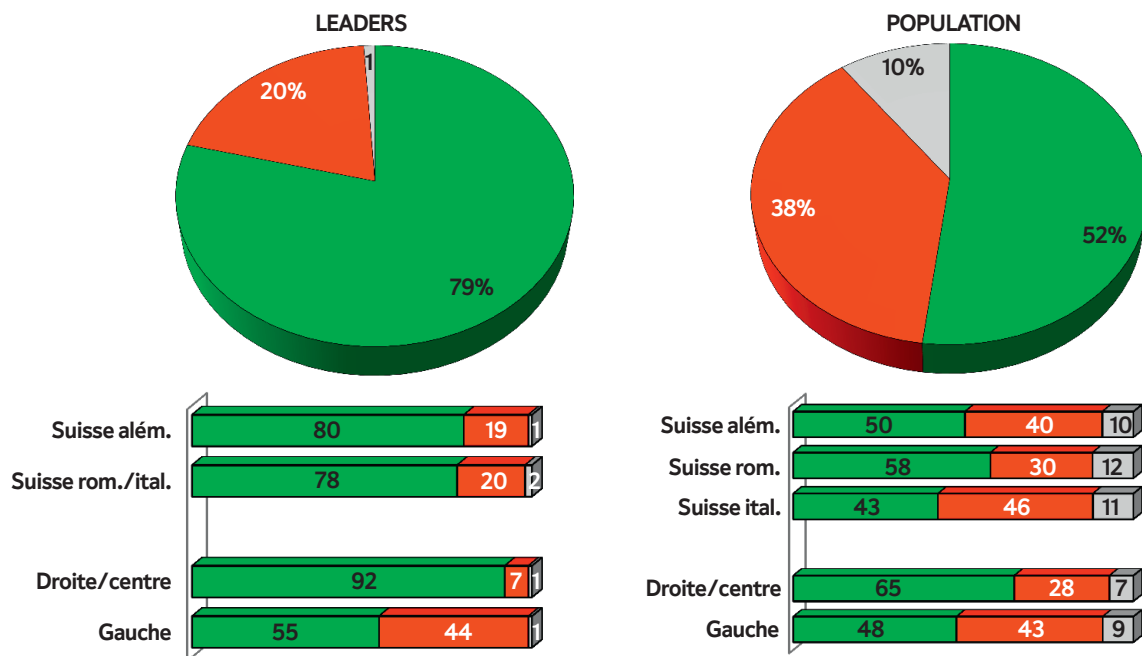


LA CHINE FAIT SALIVER LES LEADERS PLUS QU'ELLE NE LES INQUIÈTE

De manière générale, quel est le sentiment qui domine chez vous concernant le poids économique pris par la Chine depuis quelques années?



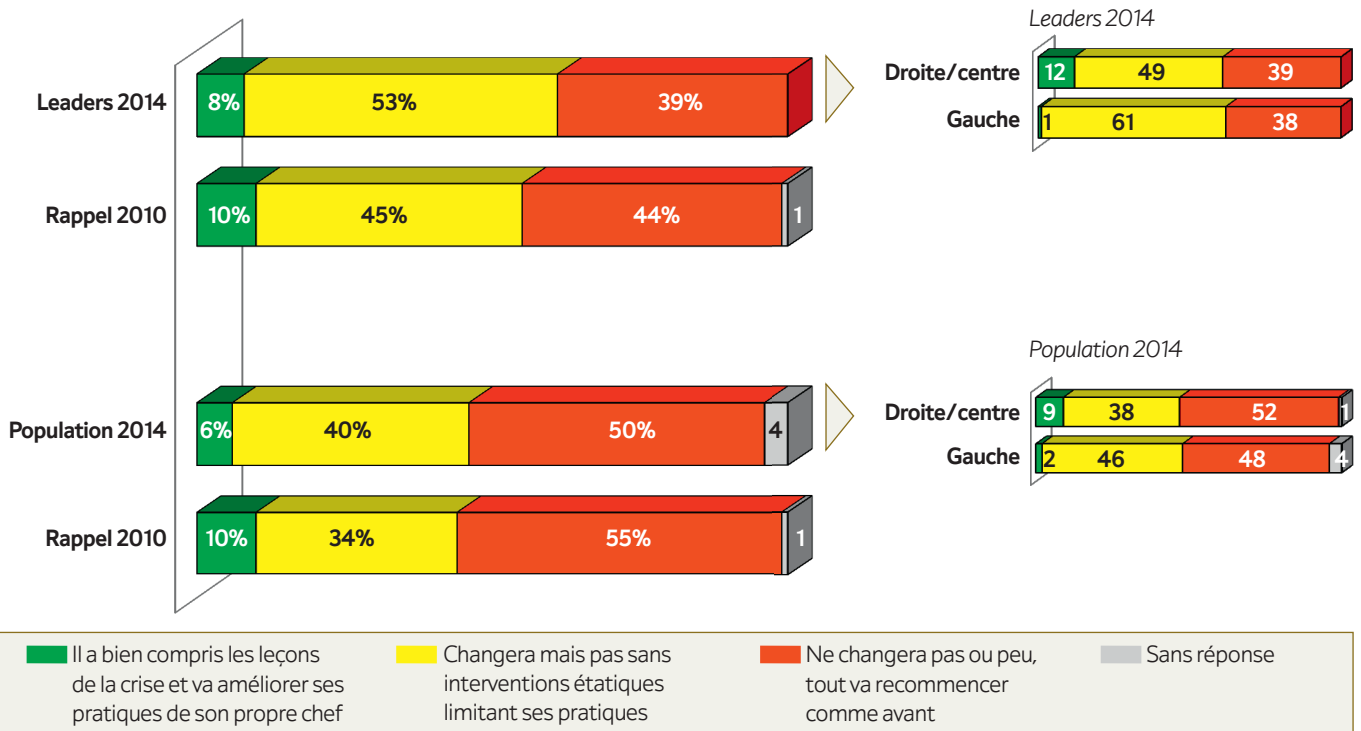
Courant 2013, la Suisse a signé avec la Chine un accord de libre-échange. Si ce traité avait été soumis à référendum, qu'auriez-vous voté?



■ EN FAVEUR de ce traité car la Suisse a tout intérêt à développer ses échanges commerciaux avec tous les pays du monde, quels qu'ils soient
 ■ CONTRE ce traité car la Suisse ne devrait pas développer ses échanges commerciaux avec un pays qui ne respecte pas les droits de l'homme
 ■ Sans réponse

DÉFIANCE ENVERS LA FINANCE

Comment va réagir le monde de la finance, selon vous?



3. QUELLE GOUVERNANCE MONDIALE?

Une grande méfiance s'installe envers les institutions supranationales! Quant à la question européenne, elle reste au point mort.

«**E**st-il à votre avis nécessaire de concevoir un pouvoir politique supranational face au pouvoir de l'économie ou est-ce que chaque pouvoir national est/sera capable de faire le contreponds nécessaire à la puissance de l'économie?» Sur cette question qui conditionne beaucoup la politique étrangère de la Suisse et son adhésion à des structures mondiales d'ordre économique ou politique, les opinions enregistrées dans Sophia ont évolué depuis six ans.

La demande d'un pouvoir politique supranational qui s'opposerait à la puissance de l'économie est en nette baisse puisqu'elle passe de 43% à 38% chez les leaders et de 38% à 29% seulement dans la population qui, il faut le préciser, peine à se prononcer désormais sur cette question difficile. A noter l'importance des différences droite/gauche puisque pas moins de 78% des leaders de gauche appellent de leurs vœux un pouvoir politique mondial que 17% seulement des leaders de droite jugent souhaitable.

Le pourquoi de cette désaffection entre 2008 et 2014 se trouve sans doute inclus dans la question suivante qui tente de mesurer l'efficacité ressentie d'un certain nombre d'instances internationales. Les leaders se montrent dans l'ensemble plus cléments que la population, qui est sceptique sur la plupart des organisations citées. Les deux cibles se rejoignent pourtant pour juger franchement inefficaces le G20 et l'ONU et sont assez partagées sur l'OMC et la Banque mondiale. Elles approuvent avec plus ou moins d'enthousiasme l'OCDE, le FMI et l'OMS. A noter toutefois que l'OMS, institution la mieux notée de toutes, est quand même jugée inefficace par 31% des leaders et 29% de la population. Les jugements les plus négatifs concernent le G20, qui a causé récemment bien des tracas à la Suisse: 63% des leaders jugent cette institution inefficace, tout comme 66% de la population. Sans doute cette sévérité provient-elle de l'injustice ressentie par les Helvètes de ne pas en faire partie alors que la Suisse est la 18^e puissance économique mondiale et que sa place financière est parmi les plus grandes. Les jugements négatifs vis-à-vis de l'ONU (59% des leaders et 46% de la population) s'expliquent moins par nos relations avec elle que par les démonstrations d'impuissance qu'elle donne à voir dans tous les dossiers chauds de notre époque récente.

La question européenne, maintenant. Trois questions y faisaient directement référence. La première d'ordre économique-politique demandait: «Contrairement à la Suisse, l'Union

**«UNE SUISSE
ATTRACTIVE DANS
UNE EUROPE EN CRISE
POLITIQUE AVANT
TOUT PARCE QUE TOUT
SE FAIT SANS QUE LE
PEUPLE AIT SON MOT
À DIRE! IL FAUT
RÉVOLUTIONNER
LES INSTITUTIONS ET
TENIR COMPTE NON
SEULEMENT DES
PUISSANTS MAIS
AVANT TOUT DES
CLASSES FAIBLES
ET MOYENNES AVANT
QU'UNE CRISE
MAJEURE NE NOUS
SAUTE DESSUS!»**

PAROLE DE LEADER

européenne vit une période de crise, tant au niveau économique que politique. Quelle sera la situation de l'UE dans dix ans selon vous?» La confiance s'avère pour le moins ténue puisqu'un tiers seulement des leaders pensent que l'UE aura résolu ses problèmes d'ici dix ans et 14% à peine dans la population. Si rares sont les leaders qui estiment que l'Union aura disparu, 17% de la population est cependant de cet avis. Les autres pensent qu'elle existera toujours mais sans avoir résolu ses problèmes pour autant. Les leaders de gauche sont beaucoup plus optimistes (59%) que ceux de droite/centre (23%) mais ils ne sont pas en phase avec leur base puisque 24% seulement du grand public de gauche partage leur enthousiasme. Il n'y a en revanche plus aucune différence entre les répondants latins et alémaniques dont l'espoir s'avère minime vis-à-vis d'une UE capable de se réformer.

Une autre question concernait la montée des partis dits populistes dans différents pays européens: «Considérez-vous cette montée en puissance comme un danger ou une opportunité pour la démocratie au sein de l'UE?» Les leaders se montrent nettement plus soucieux que la population à ce sujet: 36% y voient un danger très important et 45% un certain danger, soit un total de 81%. Dans la population, ces chiffres sont res-

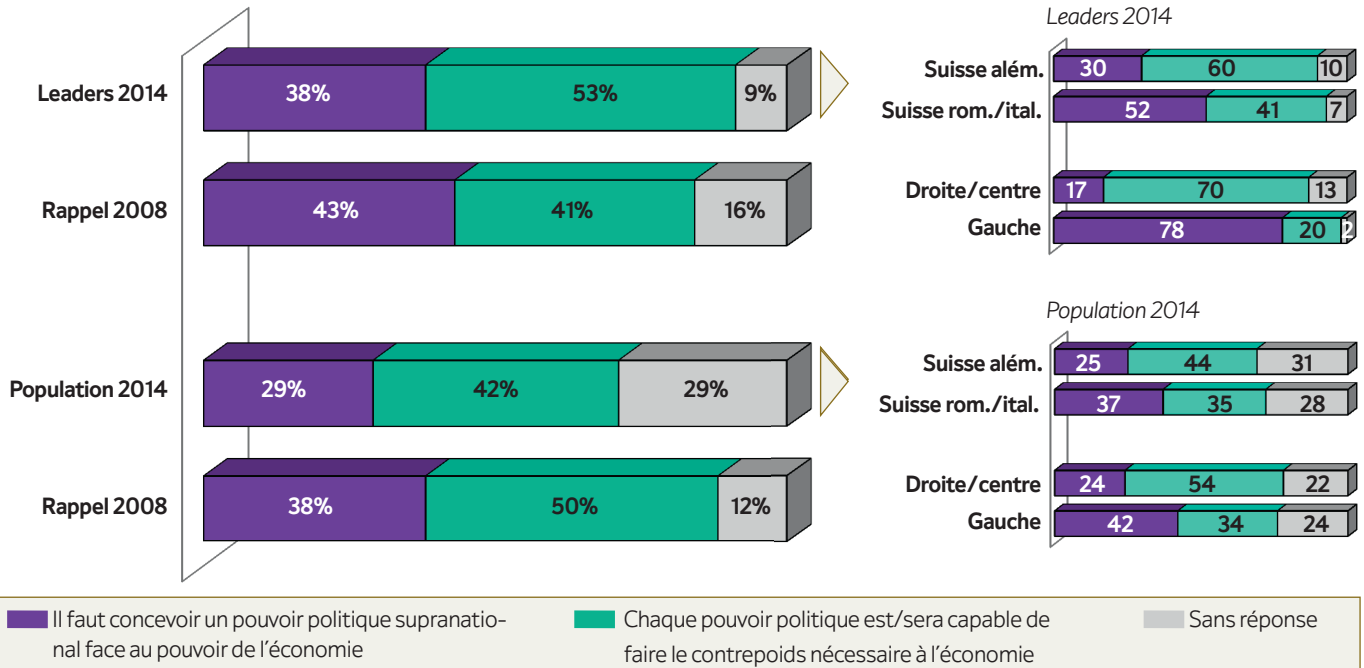
pectivement de 19% et 39%, pour un total de 58% seulement. Au contraire, 33% de la population voit dans ce phénomène une chance pour la démocratie dans l'UE contre 18% seulement chez les leaders. Les différences entre la droite et la gauche se manifestent dans l'intensité des réactions.

Mais c'est la troisième question qui abordait les relations entre la Suisse et l'UE: «Suite au résultat du vote du 9 février, trouvez-vous que la Suisse doit rouvrir le dossier de l'adhésion, doit maintenir la voie bilatérale ou doit en finir avec les accords bilatéraux?» Posée à peu près de la même façon lors des éditions précédentes de

Sophia, cette question permet d'enregistrer l'évolution de la sensibilité des Suisses vis-à-vis de l'UE. Force est de constater que, aussi bien chez les leaders que dans la population, l'idée d'une adhésion tend à disparaître: il ne reste plus que 26% des leaders (contre 44% en 2010) et 8% de la population (contre 30% en 2010) à vouloir rouvrir ce dossier. Même si les bilatérales ont été mises en danger par le vote du 9 février, plus de 7 répondants sur 10 se rallient à cette solution pourtant complexe. Le fossé entre droite/centre et gauche est profond puisque 10% seulement des premiers mais 58% de la seconde prônent l'adhésion, alors que les chiffres sont de 5% et 18% dans la population, ce qui démontre en outre combien la gauche est éloignée de sa base sur ce dossier.

L'ÉCHELON SUPRANATIONAL N'EST PAS VU COMME UNE SOLUTION

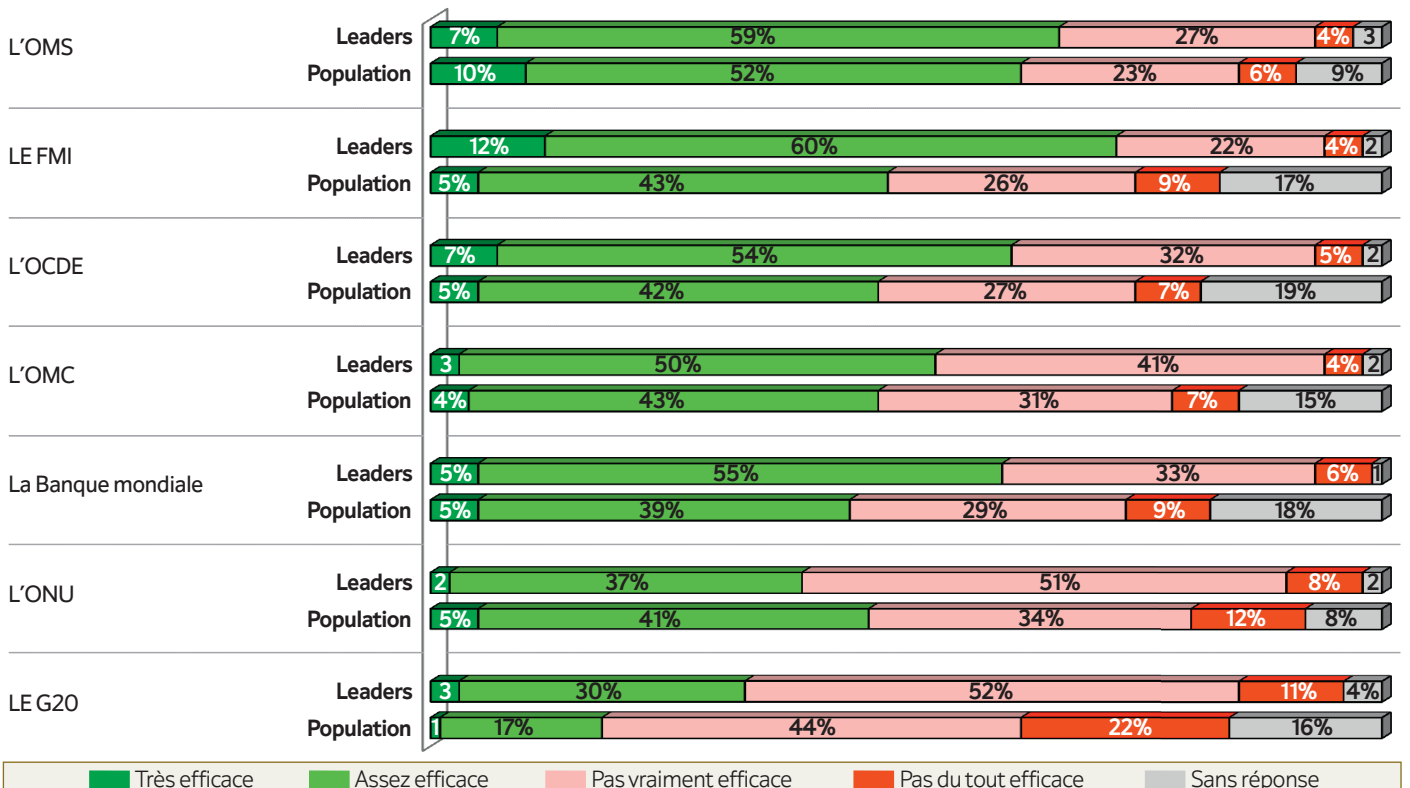
Est-il à votre avis nécessaire de concevoir un pouvoir politique supranational face au pouvoir de l'économie ou est-ce que chaque pouvoir national est/sera capable de faire le contreponds nécessaire à la puissance de l'économie?



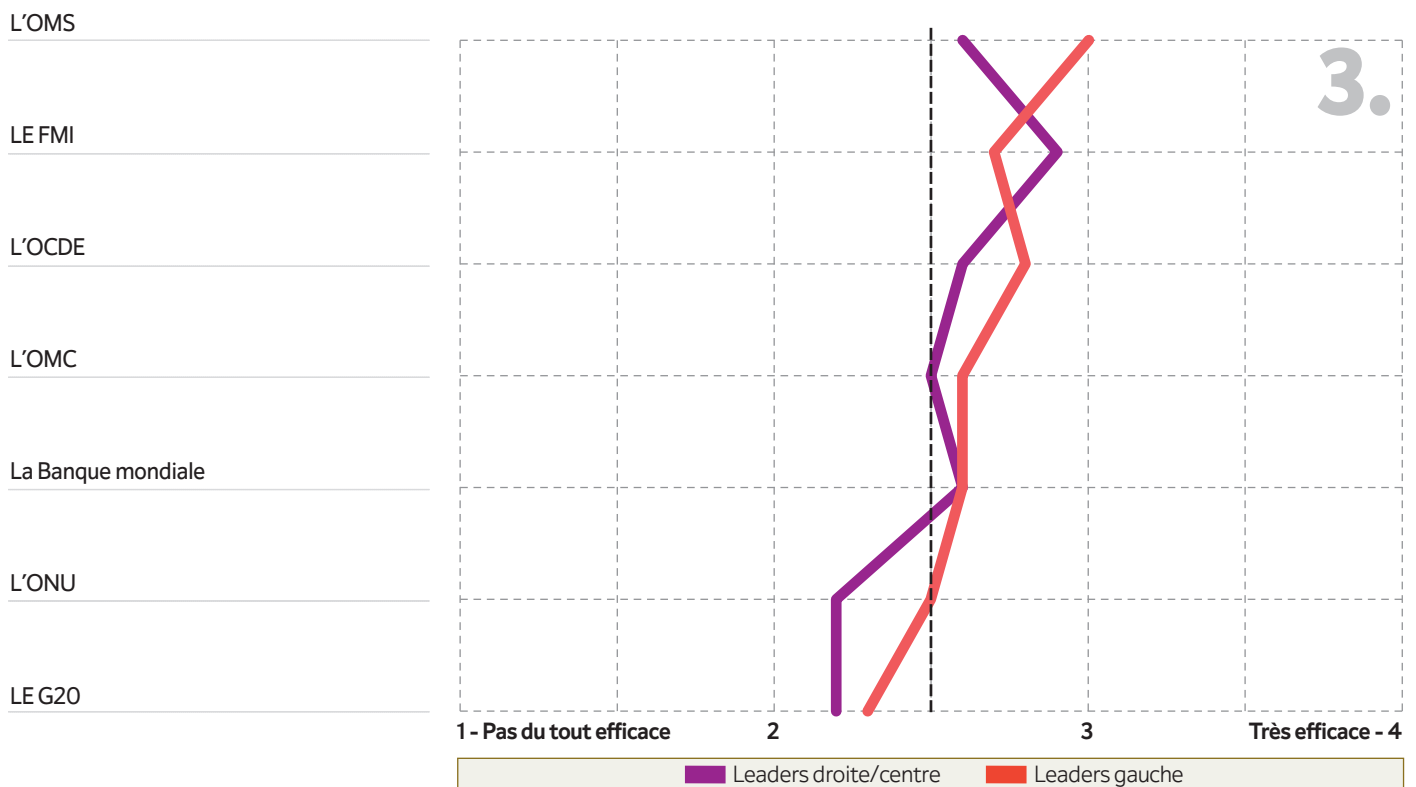
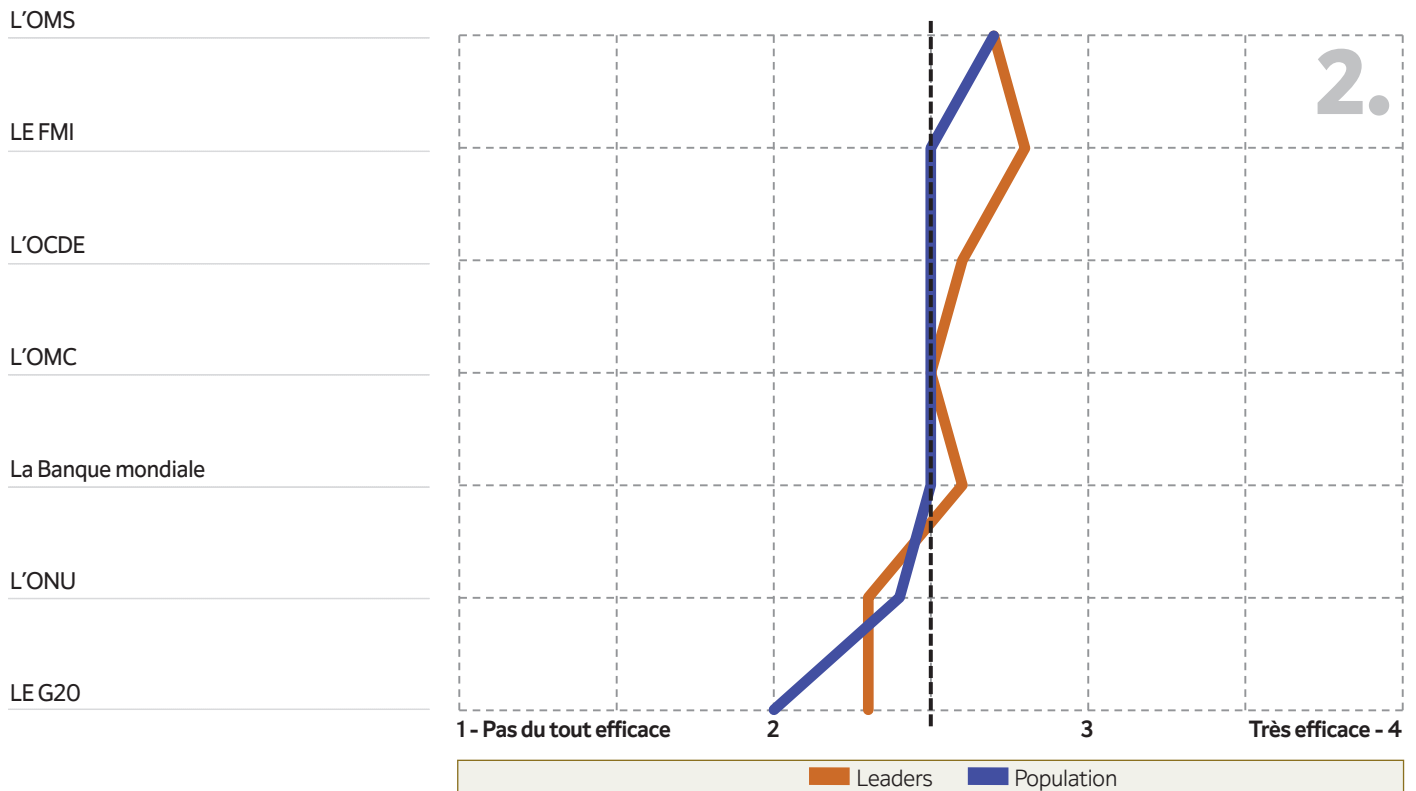
VIVE L'OMS, À BAS LE G20

Pour chacune des instances internationales ci-dessous, indiquez si vous trouvez son action efficace ou non.

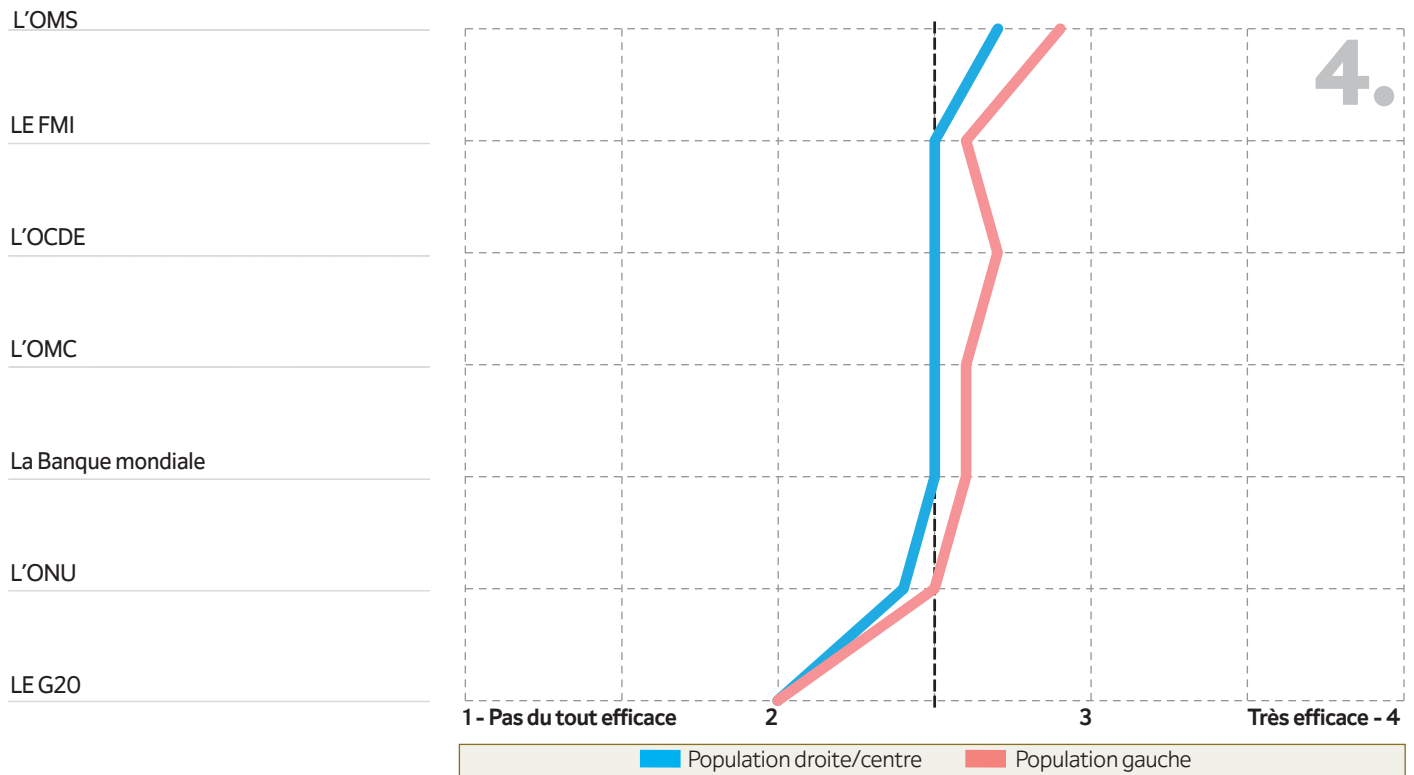
1.



Pour chacune des instances internationales ci-dessous, indiquez si vous trouvez son action efficace ou non.

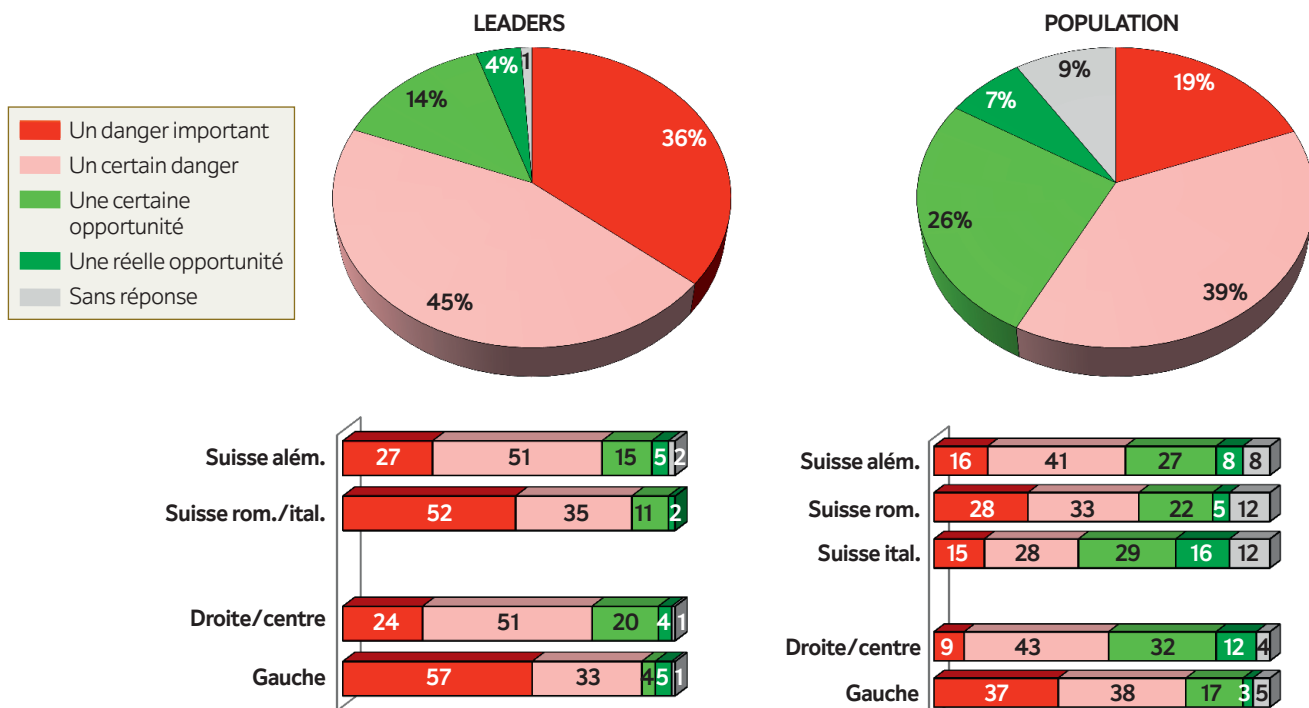


Pour chacune des instances internationales ci-dessous, indiquez si vous trouvez son action efficace ou non.



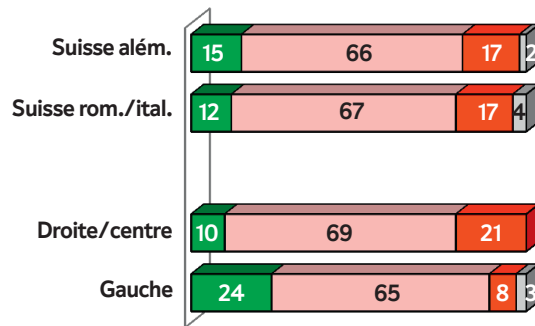
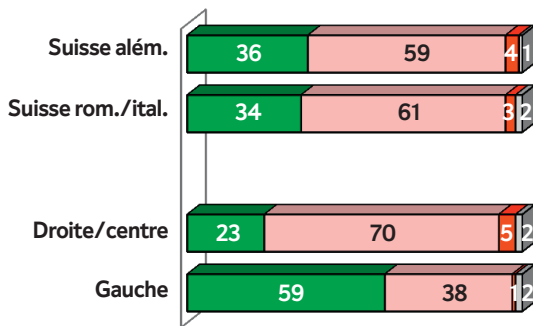
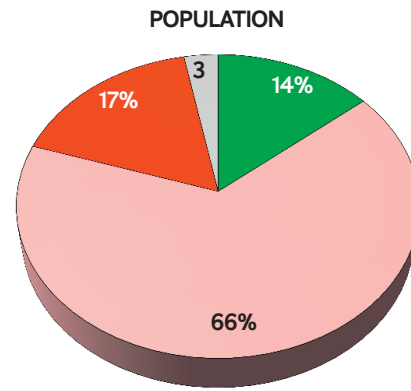
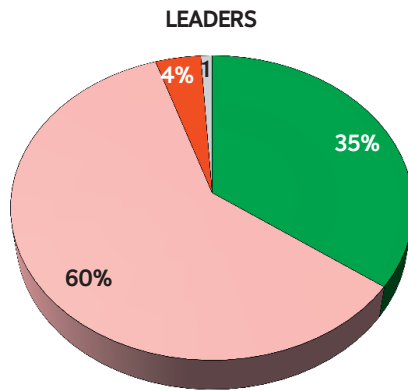
LES LEADERS REDOUTENT LA VAGUE POPULISTE

Depuis quelques années, des partis dits populistes émergent un peu partout au sein de l'Europe: vous-même, considérez-vous cette montée en puissance comme un danger ou une opportunité pour la démocratie au sein de l'UE?



GRAND SCEPTICISME ENVERS LA CONSTRUCTION EUROPÉENNE

Contrairement à la Suisse, l'Union européenne vit une période de crise, tant au niveau économique que politique. Quelle sera la situation de l'UE dans dix ans selon vous?



■ L'UE aura su, au gré des problèmes actuels, se réformer et devenir viable à long terme
 ■ Elle existera toujours sans avoir résolu pour autant ses problèmes de fonctionnement
 ■ Elle aura disparu
 ■ Sans réponse

4. PERCEPTION DE LA SUISSE ET DE SES INSTITUTIONS

Une Suisse jugée toujours plus performante en comparaison internationale et peu désireuse de changements: tout va pour le mieux dans le meilleur des mondes!

Chaque année, le questionnaire Sophia reprend une série de questions fondamentales qui permettent d'établir l'état de l'opinion sur la Suisse, ses institutions et son positionnement dans le monde. Le moins qu'on puisse dire cette année, c'est que l'optimisme est au beau fixe.

Tout d'abord, les répondants pensent-ils qu'il faille réformer le système politique suisse? Depuis quinze ans que nous posons la question, le besoin de réformes profondes s'atténue chaque année puisqu'il touchait 45% des leaders et 33% de la population en 1999 alors qu'il n'atteint plus respectivement que 16% et 17% en 2014. C'est même chez les plus jeunes que l'envie de modifier les choses est la moins grande: 12% des moins de 25 ans dans la population contre 29% chez les plus de 60 ans exigent des modifications profondes! Et cette demande est aussi peu marquée chez les leaders de moins ou de plus de 55 ans. C'est dans la population tessinoise que la demande de

réformes est la plus grande (27%) ainsi que chez les leaders de gauche (26%).

Ainsi, la Suisse doit continuer à mener sa politique de réformes à petits pas afin de s'adapter à la modernité sans remous ni révolution. En effet, aucune des quatre propositions de réforme soumises aux répondants n'a suscité un enthousiasme majoritaire: 42% des leaders sont tentés par une limitation de la démocratie directe mais seulement 20% du peuple; 36% et 28% sont favorables à un Conseil fédéral à neuf membres; 28% et 31% veulent bien d'un président nommé pour quatre ans alors que 23% et 26% souhaitent supprimer la double majorité cantons-population. Les leaders de droite et de gauche se rejoignent sur la question de la démocratie directe et du président pour quatre ans mais ils s'opposent sur les deux autres propositions. Dans la population, les différences sont plus plates.

L'optimisme des Suisses concerne également les relations confédérales qui, selon 79% des leaders et 69% de la population, resteront bonnes dans les dix-quinze prochaines années.

«CE N'EST PAS LE SYSTÈME QU'IL FAUT CHANGER MAIS LE FONCTIONNEMENT DE SES ACTEURS: LES PARTIS POLITIQUES NOTAMMENT...»

PAROLE DE LEADER

Les Suisses continueront donc à vivre ensemble comme par le passé. Et c'est bien normal puisque la Suisse est, en comparaison internationale, un véritable paradis selon les répondants, qu'il s'agisse de son marché du travail, de sa qualité de vie, de son niveau de sécurité, de sa protection sociale, de sa prise en compte de l'environnement ou de ses institutions... Chez les leaders, tous ces jugements sont en amélioration par rapport aux années précédentes sauf sur la question de la

4. PERCEPTION DE LA SUISSE ET DE SES INSTITUTIONS

sécurité où les opinions ne cessent de se péjorer. Dans la population, des doutes se font jour concernant la sécurité mais aussi concernant le pouvoir d'achat. Toutefois, sur tous ces thèmes, la Suisse est jugée nettement meilleure que les autres pays développés. Que cela soit vrai ou faux, il n'en reste pas moins que ces réponses sont le signe d'un véritable optimisme.

Pour conclure, et à une année des élections fédérales, quels sont les thèmes qui portent ou qui divisent ?

Grâce à Sophia 2014, il est possible de cerner les différences majeures qui apparaissent entre la droite/centre et la gauche, chez les leaders comme dans la population. Chez les premiers,

les opinions entre droite/centre et gauche ne sont diamétralement opposées que sur la question européenne, mais c'est alors un gouffre qui les sépare. Les différences sont très sensibles aussi sur l'opportunité d'un pouvoir politique supranational. En revanche, sur les atouts de l'économie suisse, les écarts sont minimes et les leaders de gauche sont d'accord avec ceux de droite sur la richesse que représentent les multinationales ou la main-d'œuvre qualifiée étrangère pour la prospérité du pays.

Penchons-nous encore sur les sujets qui éloignent les leaders de droite/centre, ainsi que ceux de gauche de leurs bases respectives. C'est ce que montre le tableau ci-dessous.

Principales différences d'opinion entre les leaders de droite/centre et leur base, respectivement les leaders de gauche et leur base

		LEADERS	POPULATION
À DROITE/ CENTRE	• Le vote du 9 février aura des effets négatifs sur l'économie	58%	26%
	• L'UE saura se réformer et devenir viable	23%	10%
	• Les accords bilatéraux sont un atout pour la Suisse	93%	75%
	• Les multinationales sont un atout pour la Suisse	94%	83%
	• La non-appartenance à l'UE est un atout pour la Suisse	51%	70%
	• L'immigration de main-d'œuvre est un atout pour la Suisse	92%	70%
	• Désir d'un pouvoir politique supranational	17%	24%
	• Limiter la démocratie directe	43%	19%
	• Rouvrir le dossier de l'adhésion à l'UE	10%	5%
À GAUCHE	• Le vote du 9 février aura des effets négatifs sur l'économie	79%	63%
	• L'UE saura se réformer et devenir viable	59%	24%
	• Les accords bilatéraux sont un atout pour la Suisse	90%	90%
	• Les multinationales sont un atout pour la Suisse	74%	80%
	• La non-appartenance à l'UE est un atout pour la Suisse	14%	44%
	• L'immigration de main-d'œuvre est un atout pour la Suisse	94%	87%
	• Désir d'un pouvoir politique supranational	78%	42%
	• Limiter la démocratie directe	39%	28%
	• Rouvrir le dossier de l'adhésion à l'UE	58%	18%

À droite, les leaders s'éloignent de leur base par un pessimisme plus marqué concernant les conséquences du vote du 9 février sur l'économie suisse (écart de 32%). Ils sont moins nombreux que la population à penser que le fait de ne pas appartenir à l'UE est un atout pour la Suisse (écart de 19%) et plus nombreux à considérer l'immigration de main-d'œuvre qualifiée comme un atout (écart de 22%). Enfin, leur désir de limiter quelque peu la démocratie directe ne rencontre pas d'écho dans leurs propres troupes (écart de 24%).

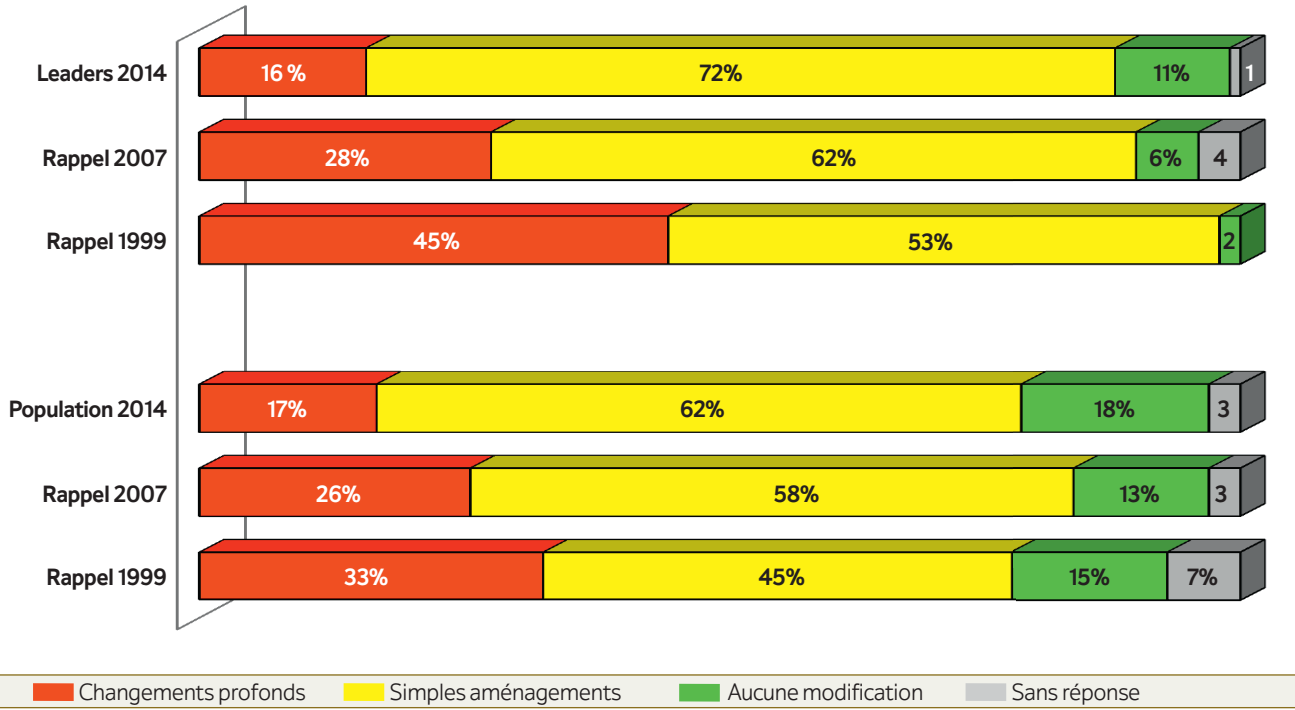
À gauche, c'est au sujet de l'avenir de l'UE que les leaders montrent un optimisme très supérieur à celui de leurs adeptes (écart de 35%). Toujours dans ce registre européen, 44% des troupes de la gauche pensent que la non-appartenance à l'UE est un atout pour la Suisse alors que seulement 14% des leaders de gauche en pensent autant (écart de 30%). Le désir d'un pouvoir supranational est aussi peu présent chez les leaders de droite que dans la population alors qu'à gauche les leaders s'éloignent forte-

ment de leur base à ce sujet (écart de 36%). Enfin, le principal hiatus à gauche vient de l'adhésion à l'UE: 58% des leaders veulent rouvrir le dossier contre 18% à peine dans la population de gauche.

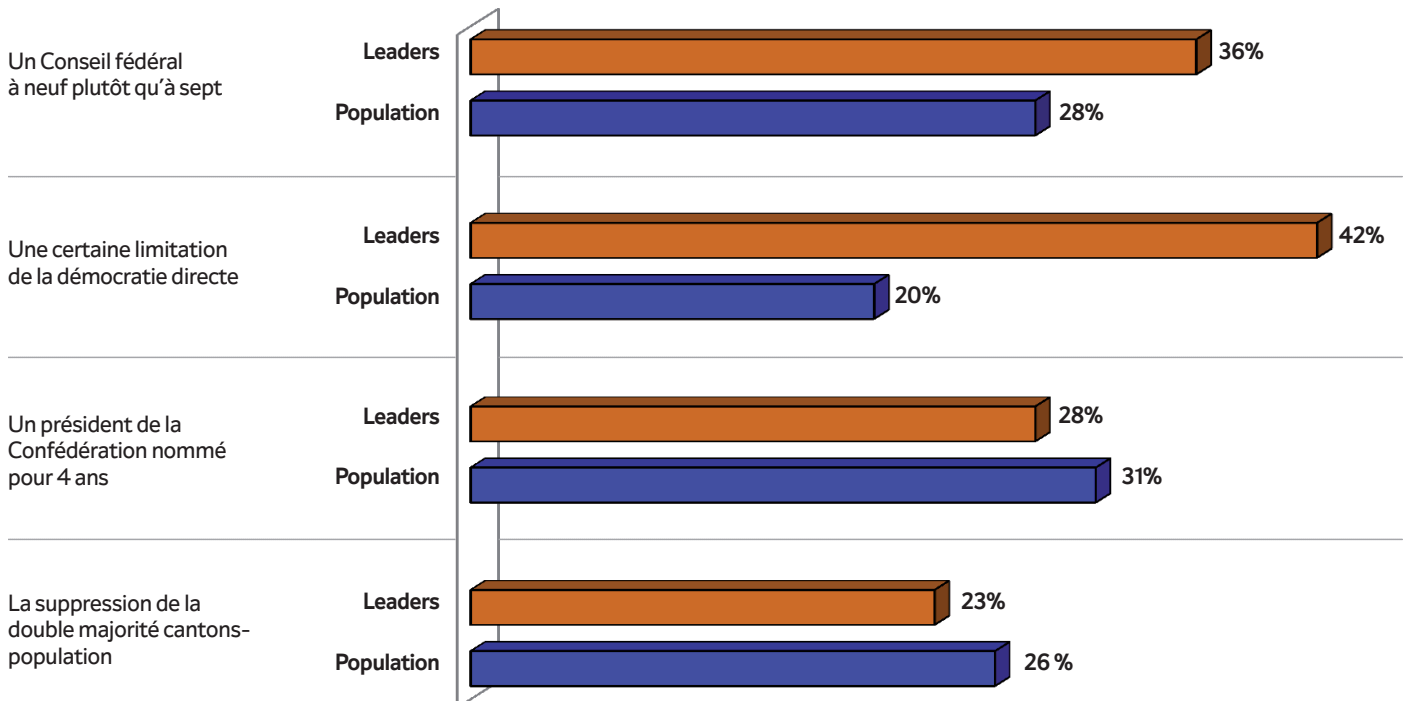
C'est donc, encore et toujours, sur la politique étrangère de la Suisse, sur sa souveraineté et sur la question européenne que le peuple et ses leaders doivent s'accorder. Le vote du 9 février l'a malencontreusement prouvé.

RÉFORMER LA SUISSE? SURTOUT PAS!

Le système politique suisse appelle-t-il à des changements...?

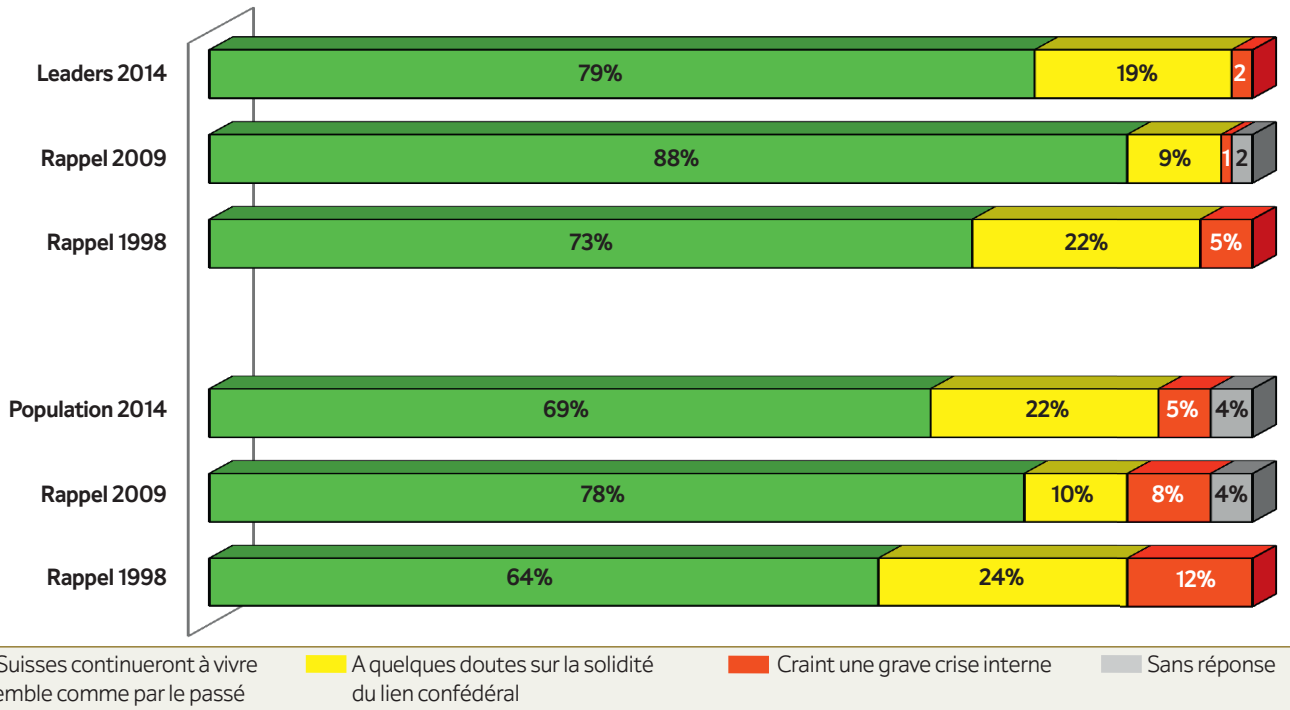


Pour chacun des changements potentiels suivants, veuillez indiquer ceux qui vous semblent opportuns.



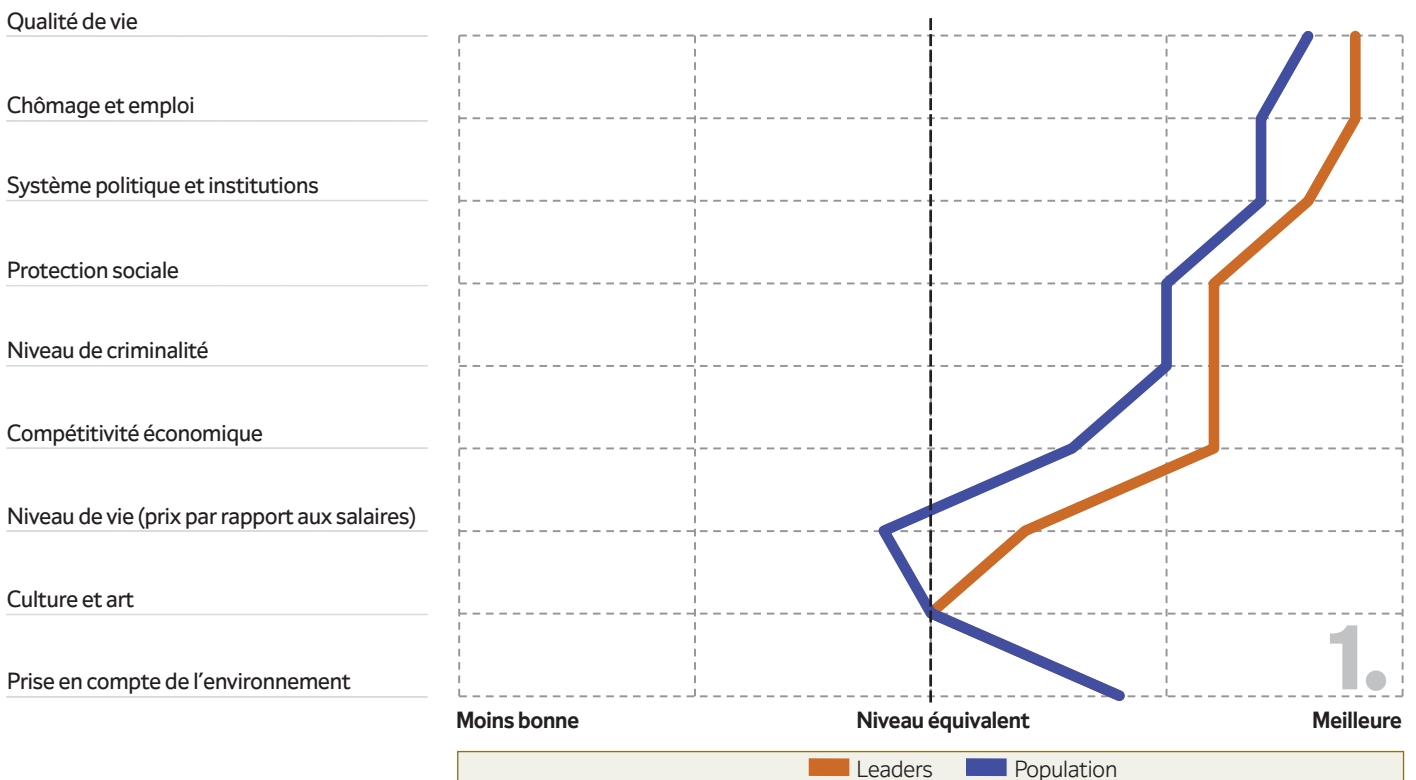
PAS DE DOUTE SUR LA COHÉSION NATIONALE...

D'ici dix à quinze ans, quel avenir pour la Suisse?

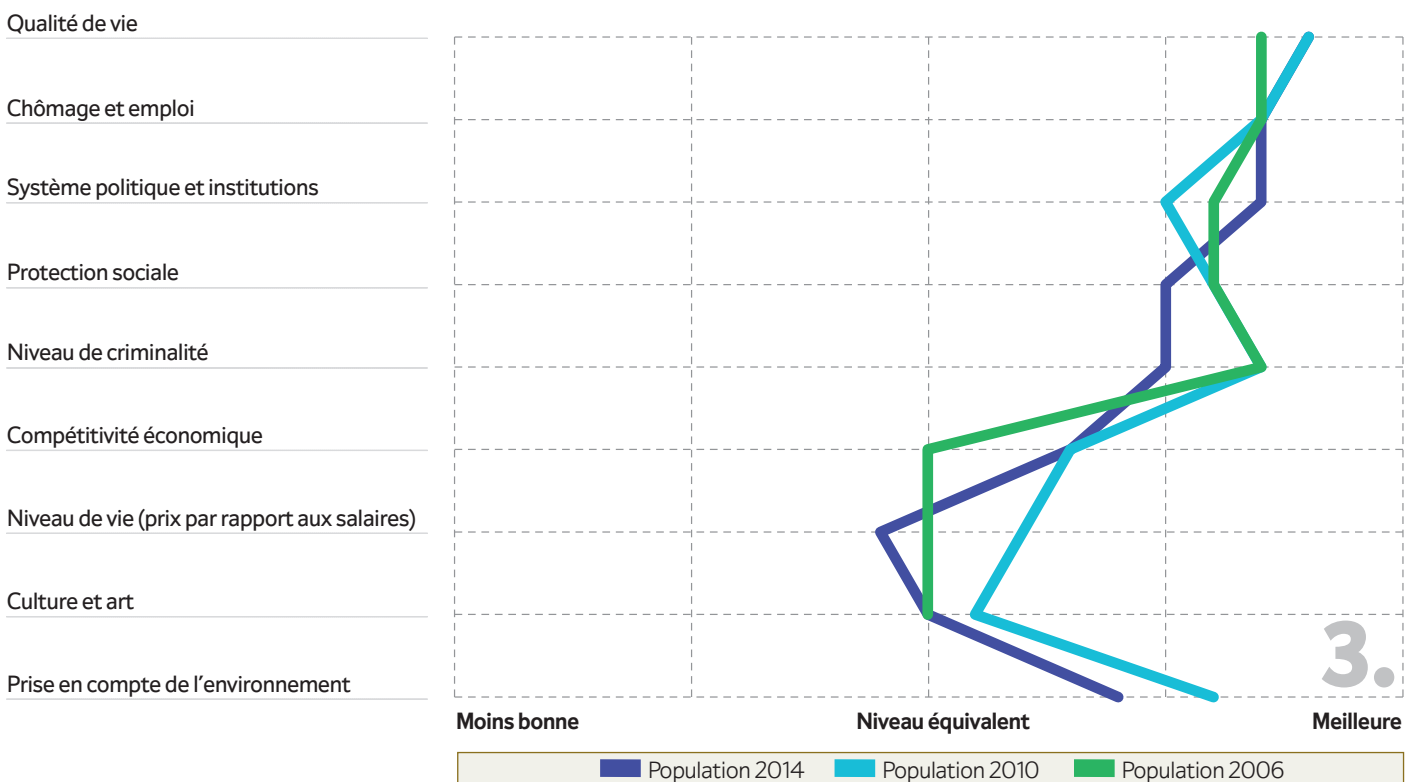
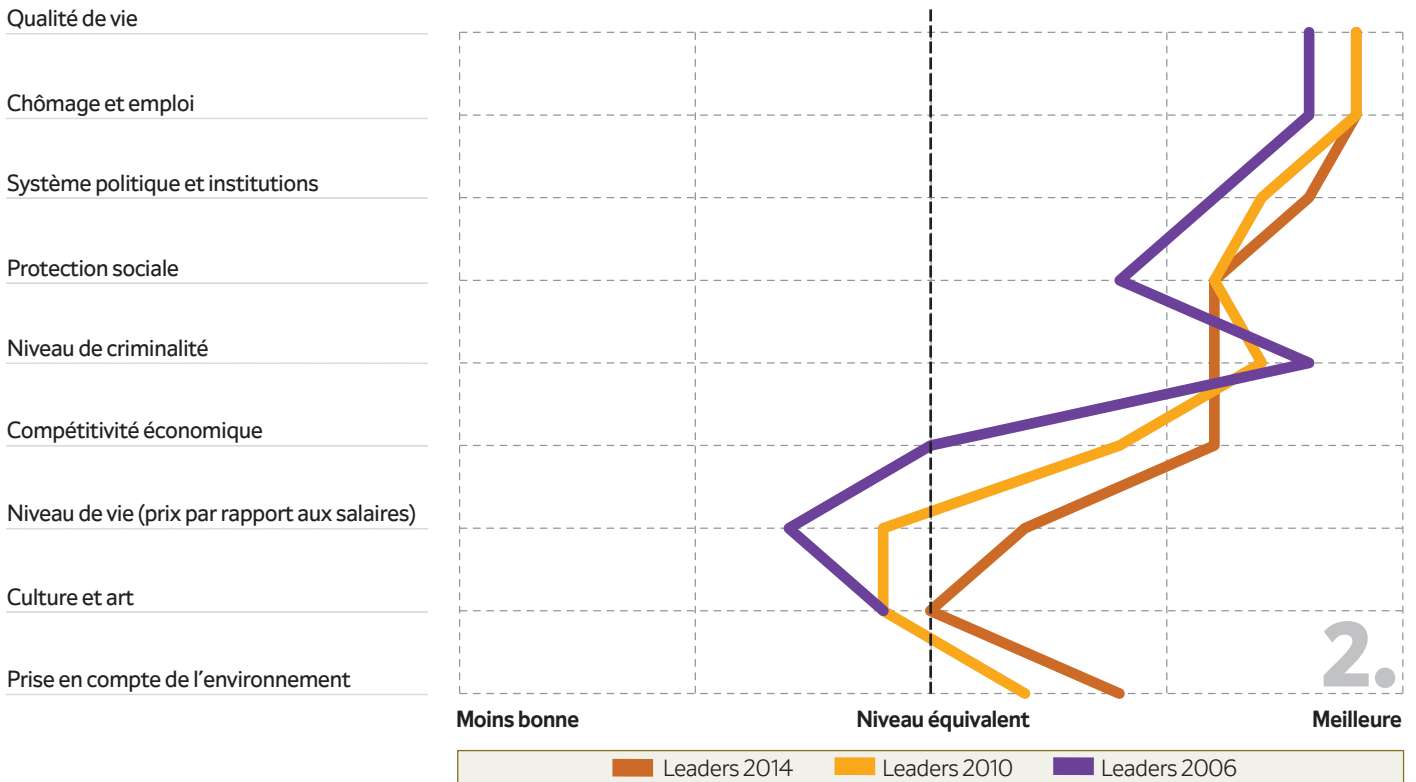


... CAR LA SUISSE EST AU TOP PAR RAPPORT AUX AUTRES PAYS

En comparaison internationale, diriez-vous que la Suisse est aujourd'hui meilleure, de niveau équivalent ou moins bonne que d'autres pays développés dans les domaines suivants:

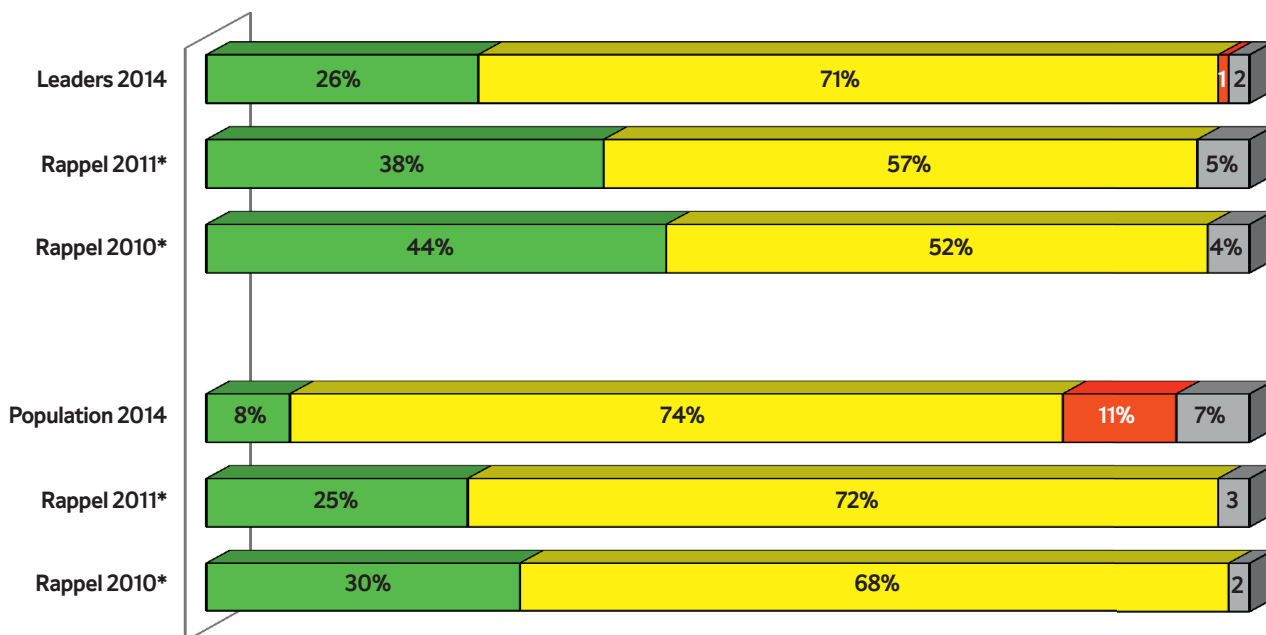


En comparaison internationale, diriez-vous que la Suisse est aujourd'hui meilleure, de niveau équivalent ou moins bonne que d'autres pays développés dans les domaines suivants:

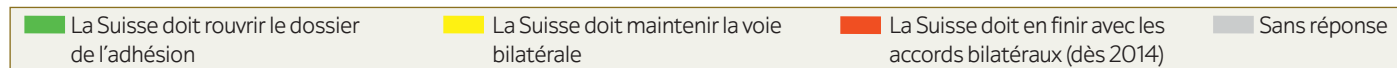


LA VOIE BILATÉRALE AVEC L'UE RESTE PLÉBISCITÉE

A la suite du résultat du vote du 9 février, pensez-vous que...?



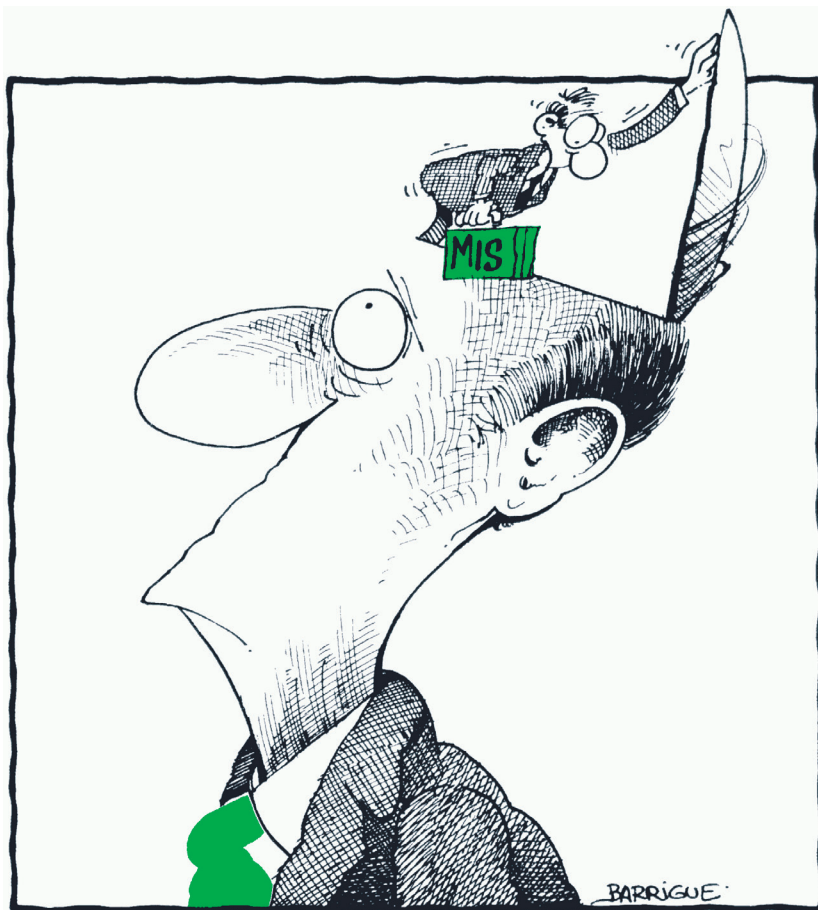
* formulé différemment: sans référence au 9 février et sans proposition d'en finir avec les accords bilatéraux



M.I.S TREND

- équipe de chercheurs engagés
- maîtrise des méthodologies
- créativité des questionnaires
- qualité scrupuleuse des échantillons
- résultats opérationnels

M.I.S. Trend SA
Institut de recherches économiques et sociales
Pont Bessières 3, 1005 Lausanne
Laupenstrasse 10, 3008 Bern
021 320 95 03 (T), 021 312 88 46 (F)
info@mistrend.ch
www.mistrend.ch



L'HEBDO

Regard acéré, look affûté



Avec sa nouvelle formule, *L'Hebdo* fonde comme un oiseau de proie sur le plus exigeant des publics. Celui qui cherche les enquêtes de fond, le talent de l'écriture, la force du sens dans un monde en perpétuel mouvement. Cahiers thématiques, propositions nouvelles, tendances culturelles, vision politique, vitesse du web et galaxie d'experts blogueurs unique en Suisse: *L'Hebdo*, seul news magazine suisse d'information, élégant et grand public, est depuis plus de trente ans le lieu des débats qui font l'opinion des Romands.